

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

Les Conventions

entre

Généraux d'Armée au cours d'une guerre

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Politiques et Economiques)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

Le samedi 5 juin 1920, à 3 heures 1/2

PAR

M. F. BÉNY

Président : M. PILLET, professeur.

*Suffragants : { MM. GEOUFFRE DE LAPRADELLE, professeur.
BASDEVANT, professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU ET C^{ie}

ÉDITEURS

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1920

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

Les Conventions

entre

Généraux d'Armée au cours d'une guerre

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Politiques et Economiques)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

Le samedi 5 juin 1920, à 3 heures 1/2



PAR

M. F. BÉNY

Président : M. PILLET, professeur.

*Suffragants : { MM. GEOUFFRE DE LAPRADELLE, professeur.
BASDEVANT, professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE ARTHUR ROUSSEAU

ROUSSEAU ET C^{ie}

ÉDITEURS

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1920

L E S

Conventions entre Généraux d'Armée au cours d'une guerre

CHAPITRE PREMIER

RAPPORTS ENTRE BELLIGÉRANTS.

RAPPORTS ENTRE GÉNÉRAUX D'ARMÉE.

Le décret français du 24 décembre 1811 s'exprime ainsi : « Un commandant ne doit avoir avec l'ennemi que le moins de communications possible et n'en tolérer aucune de la part de ses hommes. La fréquence de semblables communications est presque toujours un indice de faiblesse dans le commandement. La confiance et le moral des troupes ne peuvent qu'en être ébranlés. »

D'autres décrets et le Code de justice militaire se sont exprimés de la même façon.

**Notions générales sur les accords entre armées ;
leur nécessité.**

Un général devra éviter tous rapports avec l'ennemi, qui ne seraient pas impérieusement prescrits par les circonstances. Mais cependant, il se rencontrera bien des cas où des rapports, des relations entre ennemis seront utiles et même nécessaires ! Les conventions et accords nés de ces relations se justifient, et leur usage s'explique le plus souvent, pour les belligérants, par la nécessité de régler certains points d'intérêt pressant pour eux et qui ne peuvent attendre de solution satisfaisante que de leur accord amiable.

Et puis, enfin, s'il n'y avait pas de conventions, entre belligérants et, partant, de conversations permettant de les établir, il n'y aurait pas de fin possible à la guerre. Celle-ci deviendrait une guerre d'extermination si on s'interdisait les accords. Il faut bien, en effet, qu'un des adversaires puisse faire connaître à l'autre qu'il lui cède et qu'il est prêt à mettre bas les armes aux conditions qu'il lui plaira, ou bien qu'il propose des conditions pour mettre fin aux hostilités afin d'arriver à son but sans continuer l'effusion de sang.

D'autre part, des arrangements peuvent être établis entre armées au cours d'une guerre pour obtenir des atténuations à la cruauté de la bataille permanente, j'entends parler des suspensions d'armes pour secourir les blessés, pour évacuer des zones habitées par des

civils, pour laisser s'échapper des femmes et des enfants, pour enterrer les morts, pour demander la prohibition réciproque de l'emploi de certains procédés de combat trop destructeurs.

Il faut donc admettre qu'il y aura des conversations et des accords entre armées, au cours d'une guerre; sous la réserve qu'ils ne seront pas fréquents, qu'ils auront lieu et seront établis suivant les formes régulières, qu'enfin, ils seront conclus par des personnages parfaitement qualifiés. Les conversations individuelles, ou entre commandants de petites unités, seront formellement prosrites.

La bonne foi. — Les relations entre armées sont légitimes; on en rencontre au milieu des hostilités, à toutes les époques de l'histoire des guerres. Mais sur quelles bases pourront s'entendre les généraux d'armée; quelles garanties, quelles sauvegardes répondront de l'exécution des conventions intervenues?

La guerre, dit M. Guéllé, ayant brisé tous les droits qui d'ordinaire font la sécurité des relations, il ne reste ici, debout, que les principes supérieurs aux luttes humaines, c'est-à-dire : la bonne foi, l'honneur et le respect de la parole donnée. *Fides etiam hosti servanda est*, disait saint Augustin.

Il y a, sur ce point, unanimité complète parmi les auteurs anciens et modernes, car il est bien évident que si de telles conventions n'étaient pas rigoureuse-

ment observées, on en arriverait à n'en plus établir de crainte de fourberies trop onéreuses pour le dupé. La confiance réciproque serait détruite et l'on perdrait l'espoir de jamais revenir à l'état de paix. « S'il n'y a plus de foi entre ennemis, la guerre ne finira, avec quelque sûreté, qu'avec la destruction entière de l'un des partis » (De Vattel).

« Je permets toute espèce de ruse, disait Bynkershoeck, la perfidie seule exceptée, non parce que contre ennemi, il y ait quelque chose d'illégal, mais parce que si nous lui avons donné notre foi, dans tout ce qui se rapporte à la parole donnée, il cesse d'être notre ennemi ». Il ajoutait : « Sans cela les horreurs de la guerre auraient une interminable durée et s'étendraient considérablement. »

C'est peut-être une explication trop subtile que de ne plus considérer comme ennemie une armée adverse avec laquelle on a conclu des arrangements provisoires, mais il est précieux de constater que même les auteurs reconnaissant le plus volontiers tous les droits aux belligérants exigent le respect de la parole donnée, quelles que soient les raisons qu'ils en donnent.

Chez Rustow, — *Kriegspolitik* — l'usage des conventions entre ennemis est considéré comme nécessaire à l'humanité.

Pufendorf a cependant prétendu que ces sortes de conventions sont plutôt faites pour entretenir la guerre que pour la faire cesser, que, d'autre part, si l'on doit

absolument admettre ces conventions, il faut se défier de son ennemi, ne voir là que des embûches et n'engager la conversation que si on a en mains de bonnes sûretés, l'état de guerre donnant par lui-même le droit de pousser à l'infini les actes d'hostilité.

A quoi Barbeyrac répond que les conventions au cours d'une guerre ne sont pas faites pour la faire durer, mais pour en modérer la fureur, que faisant disparaître des sujets de haine nouvelle, ils vont plutôt l'abréger. Enfin, il écrit qu'il n'y a pas plus de raisons de se défier de son ennemi lorsqu'il s'agit d'une petite convention que lorsqu'il s'agit d'arrangements en vue d'une paix éventuelle, et que cette confiance est nécessaire pour en arriver à la paix. Il considère cet argument comme décisif.

Nous en sommes actuellement à la formule de Grotius. « La bonne foi doit être observée envers l'ennemi. » Tout un chapitre de son *Traité du droit de la guerre* est consacré à le prouver ; il montre les Troyens se faisant un crime d'avoir violé la foi jurée. Il cite Silius Italicus : « Celui-là est parfait pour le service des armes qui n'a rien tant à cœur, au milieu des guerres, que de garder la foi jurée à l'ennemi. » Il prend à témoin saint Ambroise et saint Augustin.

Les conventions militaires font donc loi pour les contractants et doivent être exécutées de bonne foi, elles obligent, non seulement à tout ce qui s'y trouve exprimé, mais encore à toutes les conséquences que

l'usage ou le droit des gens donnent à l'obligation d'après nature. (Cuelle, page 218.)

Le seul fait que, de nos jours, lorsque la foi est violée, les deux partis s'efforcent de rejeter sur l'adversaire la responsabilité de la faute commise est une éclatante confirmation du principe de l'observation de la foi jurée.

Peut-on expliquer pourquoi il n'y a eu que si exceptionnellement de ces conventions au cours de la dernière guerre ?

Puisque les conventions sont possibles, qu'elles sont nécessaires, que la bonne foi est la règle unanimement admise, pourquoi sommes-nous incapables de citer des exemples de ces conventions au cours de la guerre récente ?

Lorsqu'entre les réseaux de fils de fer, des blessés appelaient au secours durant des journées et des nuits, quand, des tranchées amies, on suivait, avec l'angoisse que l'on devine, l'affaiblissement progressif de leurs voix ou le redoublement de leur délire et qu'il n'était pas possible de les secourir ni de les sauver, ne pouvait-on penser à ces conventions entre armées ? Ne pouvait-on, de part et d'autre, convenir que durant quelques heures, l'impunité serait accordée aux brancardiers français ou ennemis qui iraient relever leurs blessés ?

De même, ne pouvait-on traiter pour aller ramasser et identifier les morts dans le « no man's land » ? Ne pouvait-on jamais neutraliser d'un commun accord une

portion du champ de bataille afin de permettre le libre usage d'une source, le passage de blessés, l'arrivée de ravitaillements, convenir que telle ville ou tel édifice serait respecté ?

La guerre aurait été moins cruelle, elle aurait permis aux troupes des secteurs calmes de se reposer, de souffrir moins.

Mais c'est, justement, ce qu'il était impossible d'admettre durant cette guerre, étant donné le caractère qu'elle avait pris dès le début.

Même en faisant abstraction du décret de 1811, il suffit de se rappeler Pufendorf : « Le droit de la guerre donne, par lui-même, le droit de pousser à l'infini les actes d'hostilité », malgré la restriction plus noble qu'il ajoute à cette déclaration. Ne devait-on pas craindre de traiter avec un ennemi dont la mauvaise foi avait éclaté en de si nombreuses circonstances, malgré la sévérité du *Kriegsbrauch im Landskrieg* pour les violateurs d'armistice, avec les compatriotes de Pufendorf.

Qui dit que, leur intérêt les poussant, ils n'auraient pas trouvé quelque prétexte à violation de leurs promesses pour obtenir, par surprise, le succès de leurs armes !

L'enjeu de cette guerre était trop considérable, on avait mis aussi trop d'acharnement, de part et d'autre, pour risquer de donner prise à un ennemi menteur qui ne voulait reculer devant aucun moyen pour assurer sa fin : la victoire qui légitime tout, qui, sous prétexte

de ruses de guerre, avait si souvent fait appel aux sentiments généreux de son ennemi pour le duper. On a beaucoup usé dans cette guerre du jeu de la balance d'offensive, si je puis dire. Lorsqu'un secteur était menacé, on a bien souvent donné à un autre secteur des ordres d'attaque, ou tout au moins, de conduite plus agressive, cela pour détourner l'attention de l'ennemi et l'obliger à envoyer des forces sur le front qui devenait plus agité. Il fallait donc se garder de se lier, sur un point, par un engagement quelconque.

Enfin, il faut citer les nombreuses tentatives de rapprochement des Allemands. C'est peut-être parce qu'il y a eu trop de conversations individuelles, trop d'accords tacites au début de la stabilisation des fronts, qu'on a veillé à ce qu'il ne s'en produise plus durant le reste de la campagne et qu'on a évité d'en conclure de réguliers.

Malgré la haine qui animait nos hommes, leur moral ne pouvait que perdre du fait de leur contact et de leurs conversations avec un adversaire victorieux. Si l'on assagit un secteur, il faut s'attendre à voir beaucoup de monde circuler. Vous aurez beau défendre aux troupes de se montrer à l'ennemi, de dépasser les petits postes ou les fils de fer, cela n'empêchera qu'il y aura des hommes qui voyageront. Allez donc retenir des bavards et des curieux pendant une suspension d'armes, par exemple, alors qu'en plein danger il y a déjà tant de tentatives de rapprochement.

C'est alors l'identification des régiments, l'ennemi sait quelles troupes il a devant lui, il reconnaîtra les « chicanes », les passages défilés, les emplacements de mitrailleuses, les observatoires, et tout naturellement, il ne se fera pas faute d'utiliser ces renseignements dès la reprise des hostilités.

Le moral de nos combattants a été admirable, mais c'est parce qu'on a veillé sur lui, parce que, en dépit des graves fautes commises, on n'a jamais fait celle de favoriser sa conversation avec l'ennemi.

Enfin, on pourrait admettre que des neutralisations permanentes de zones de combat seraient consenties de part et d'autre, par exemple : un chemin d'évacuation de blessés, un poste de secours avec un rayon déterminé ; il serait également entendu que celle des parties qui voudrait reprendre sa liberté devrait dénoncer l'accord dans un délai fixé à l'avance. Mais reprendre sa liberté, c'est signaler que les conditions d'occupation changent, qu'il y a des projets, soit d'offensive, soit d'utilisation différente de la zone neutralisée. Ce serait en prévenir l'ennemi. Pour éviter cela, on serait tenté de n'en rien faire. Il y aurait là une violation de la foi jurée, mais on sait que certaines armées ne s'en embarrassent pas.

Néanmoins, il faut regretter que la mauvaise foi de nos ennemis, leur façon de comprendre l'honneur nous aient obligés à abandonner ces petites conventions.

Aperçoit-on tout ce qu'a de navrant, au point de vue

de l'humanité, cette manière de faire ? Nous paraissions avoir abandonné, cette fois, les progrès qui marquaient chaque guerre civilisée, si l'on peut ainsi dire d'une guerre, au point de vue des lois et des règles protectrices de la vie des hommes et de leur santé.

La guerre a été effroyablement meurtrière, elle a été une souffrance continuelle, non seulement pour les combattants, mais pour ceux qui, à l'arrière, tournaient leurs pensées vers eux.

Les uns et les autres savaient qu'il ne fallait rien attendre d'un ennemi dont le bon plaisir est la loi et qui ne s'encombrait pas de conventions particulières ou internationales.

Et cependant, quelle atténuation à l'angoisse des mères dont les fils étaient au feu, si elles avaient su que ceux-ci ne risquaient pas de rester sans soins, blessés ; et n'aurait-ce pas été une douleur morale moins accusée pour les combattants eux-mêmes, si leurs continues misères avaient été diminuées par la conclusion d'accords les intéressant. Mais cela n'était pas possible, hélas !

Importance de ces accords au point de vue de la formation du droit international.

Ces accords, ces arrangements d'armée à armée ne paraissent guère importants, relativement du moins, si on les considère au point de vue particulier, mais ces conventions répétées créent à la longue une sorte de

tradition, une coutume, puis, elles sont transformées en règles générales, en lois internationales qui s'imposent aux belligérants.

Et c'est ainsi que chaque cas particulier, réglé d'abord en soi, devient l'origine d'un article du code international.

Il est regrettable de constater que cette guerre a fait litière de tout ce qui était admis autrefois. Au lieu d'un progrès, elle marque une régression.

Plus de considérations, il y a, au Grand Livre de l'Etat-Major, un compte Profits et Pertes auquel on passe tout ce qui sombre et qu'aurait pu sauver un accord temporaire. Au même compte les blessés qui crient dans la nuit, les morts sans sépulture, la souffrance des hommes qui les diminue, la ruine des villages et la destruction des édifices. On a envisagé, une bonne fois, la possibilité de faire de tels accords ; les avantages seront-ils plus grands que les inconvénients ? Ceux-ci l'emportent ! Alors tant pis ! plus de conventions. Il n'y a qu'une considération qui tienne, c'est celle de la victoire finale, du triomphe de nos armes, qu'il ne faut pas compromettre en s'abandonnant à la pitié et à la charité. Il y avait des sacrifices nécessaires qu'il fallait savoir faire, si douloureux fussent-ils.

Après avoir reçu un parlementaire français qui demandait un armistice pour enterrer les morts, le commandant des troupes d'attaque de Maubeuge refusa l'armistice, mais accorda un délai de 4 heures pour

obtenir une réponse. Et il ajoutait : « Je ne puis d'ailleurs suspendre le bombardement jusqu'à votre retour, car nous n'avons pas de temps à perdre ». Pas de temps à perdre ! Ceci éclaire bien la question. Dès qu'un avantage était obtenu, il fallait pousser à fond, sans arrêt, sans perte de temps.

De même le 8 novembre, Erzberger, chef de la mission parlementaire allemande, demanda au Maréchal Foch, dans l'intérêt de l'humanité, une suspension d'armes. Elle lui fut refusée par le Maréchal qui disait qu'elle ne pouvait que suivre la signature de l'armistice.

CHAPITRE II

CONDITIONS DE VALIDITÉ DES CONVENTIONS.

Les conventions lient les contractants et engagent les gouvernements de ceux-ci, mais il faut évidemment qu'elles soient régulièrement conclues.

Quelles sont donc les conditions nécessaires qui en assurent la validité ?

Ce sont : la capacité, le consentement, l'existence d'un objet licite.

§ 1. — La capacité.

Une convention n'est valable qu'autant qu'elle intervient entre chefs militaires qualifiés, munis de pouvoirs suffisants.

Cette capacité doit exister au moment de la négociation entreprise et c'est aux parties contractantes à apprécier l'existence actuelle de cette capacité.

Il n'est d'ailleurs aucunement besoin d'une autorisation expresse pour cela ; ce droit appartient aux chefs d'armée, aux commandants supérieurs qui sont considérés comme ayant la libre disposition des troupes et des populations sous leurs ordres pourvu, toutefois,

qu'ils agissent dans les limites de leur commandement et de leur mission. Si les conventions ou arrangements dépassent leurs attributions, leurs droits, s'ils consentent une convention portant sur des forces non soumises à leur autorité, elles ne peuvent être considérées comme valables à moins d'être suivies de ratification.

La question de capacité est une des plus graves. Si les armistices généraux mettant fins aux hostilités sur tous les fronts ne peuvent être conclus que par les généraux en chef, avec assentiment du gouvernement, les petits armistices, et surtout les suspensions d'armes qui nous intéressent davantage, peuvent être conclus par les commandants des troupes agissant dans la limite de leur commandement.

Dans les guerres modernes, étant donné, d'une part, la facilité de communication qui permet de faire aboutir rapidement toutes les questions au Grand Quartier Général, et, d'autre part, l'étroite solidarité entre tous les éléments de l'armée, qui donc va avoir la capacité nécessaire pour conclure ces accords ? Quel va être le chef, le grade, le commandement qui pourra le faire ?

J'incline à penser que, seul, le commandement en chef pourra autoriser des suspensions d'armes d'une durée assez longue. Les suspensions d'armes de quelques heures et toutes locales, pourront être accordées par les généraux d'armée ; je crois qu'il faudra en référer au général commandant l'armée dans un sec-

leur organisé et, tout au moins, au général commandant le corps d'armée en période de mouvements.

§ 2. — **Objet certain, Cause licite.**

Objet : ce sur quoi on contracte,

Cause : ce pourquoi on contracte.

Objet et cause ne doivent avoir rien qui excède les nécessités de la guerre ni qui soit en contradiction avec les principes d'honneur qui doivent la dominer, rien qui soit attentatoire aux droits de l'humanité. Aussi, un général ne peut traiter au sujet de forces non soumises à son commandement, ou d'une cession définitive de territoire ; il ne peut promettre, non plus, une modification dans le régime constitutionnel du pays qu'il sert et, à plus forte raison, d'un autre.

Tout cela serait en dehors de ce qu'il est autorisé à consentir et ne lierait aucunement son gouvernement, sauf ratification toutefois, ainsi que le dit de Vattel. Grotius insiste également sur ce point que conduire la guerre et la terminer sont deux choses tout à fait différentes. Le chef de guerre ne peut donc transiger sur les causes de la guerre et ses conséquences.

§ 3. — **Le consentement.**

De même que dans le droit civil, une convention ne peut exister ici que du fait du concours de deux volontés. Le consentement de deux parties est donc néces-

saire ; de plus, la convention ne sera parfaite que lorsque le consentement aura été déclaré, c'est-à-dire donné d'une manière formelle, soit par écrit, soit par paroles, soit même par signes.

On peut considérer qu'un consentement donné par écrit ou par paroles est donné d'une manière formelle, mais devons-nous admettre le consentement donné par signes ? Grotius rappelle les bandelettes et les rameaux d'olivier, l'action d'élever des piques, chez les Macédoniens, le bouclier mis sur la tête chez les Romains, les mains jointes derrière le dos chez les Assyriens, le fait de présenter une plante au vainqueur chez les Germains, tous « signes employés pour indiquer à l'adversaire que l'on se rend à merci ». « De nos jours, dit Grotius, des drapeaux blancs sont le signe d'une entrevue demandée, ils obligeront non moins que si elle était demandée de vive voix. »

G. F. de Martens définit parfaitement le caractère de ces signes. « Ils peuvent être : soit signification d'une demande d'entrevue, de conversation, ils peuvent encore constituer une réponse affirmative ou négative, mais pour conclure une convention, il faut négocier, et on ne négocie pas par signes. »

Cependant, le langage des signaux existait au temps de de Martens, les marins n'en employaient pas d'autre. Une conversation par signaux optiques, suivant un code connu des deux partis est une chose très facile ; la télégraphie optique Morse a été d'un usage courant durant la guerre dernière.

Mais l'inconvénient de l'emploi des signes est de ne pas laisser de traces signées de l'adversaire qui, s'il est de mauvaise foi, pourra se ressaisir et ne plus tenir compte des promesses faites.

C'est pour cette raison que nous concluons en disant que les signes peuvent être employés pour négocier, mais que la prudence conseille de toujours rédiger et de signer les conventions établies, en donnant à cette rédaction tous les soins nécessaires.

Les négociations pourront être entamées par T.S.F. ou par T.P.S., mais il est bien évident que le consentement doit être manifeste.

C'est à dessein que je dis : Les négociations pourront être entamées par T. S. F. ou par T. P. S., mais pourquoi ne seraient-elles pas conduites entièrement par ces moyens modernes ? En vérité, cela est possible mais dans ce cas, plus que dans tout autre, ce qui aura été conclu entre les parties devra être traduit en langage clair et soumis à la signature des deux adversaires ; chaque fois que la réponse à donner ne sera pas oui ou non, mais qu'il y aura lieu de négocier, il sera sage de ne considérer la T. S. F. et les moyens de conversation à distance que comme susceptibles de préparer un accord, d'en déterminer les conditions, d'en permettre la rédaction, mais aussi de dire qu'une vérification sera toujours nécessaire ainsi que l'approbation écrite des parties.

Les vices du consentement. — La plupart des auteurs

admettent que la théorie des vices du consentement du droit civil voit ici son application. Le dol, l'erreur, la lésion et la violence seraient autant de motifs à inobservation de la convention conclue grâce à l'emploi de ces procédés.

Le commandant Guelle prétend, au contraire, que cette théorie n'a pas à intervenir. « La convention militaire devient parfaite à l'instant où s'établit le concours des volontés ; la théorie des vices du consentement n'est pas à considérer. C'est à chacun des contractants à peser mûrement les motifs qui le font agir, il n'aura à s'en prendre qu'à lui même s'il se trompe, s'il se détermine à la légère ou se laisse abuser par son adversaire. »

Pour ce qui concerne la violence, je suis assez tenté de penser comme le commandant Guelle. J'estime qu'aucune violence ne peut être susceptible d'arracher un consentement à un officier sain qui le refuse, mais supposez, mon commandant, que l'ennemi emploie pour vous contraindre, des procédés semblables à ceux dont les Allemands usaient pour faire parler leurs prisonniers, ou que les Chinois appliquaient à leurs captifs ? Que deviendrait une volonté dans un corps diminué par les souffrances physiques et morales ?

Allez-vous me répondre que si l'ennemi peut employer de tels moyens contre un chef, c'est que ce dernier est prisonnier et, par conséquent, incapable de donner des ordres valables ? Soit, mais il est question

aussi de tortures morales ; il y a des chefs dont les fils ou les parents proches peuvent tomber aux mains des ennemis ; ceux-ci ne pourront-ils user, à l'égard d'un adversaire, libre cependant, de tels procédés que son énergie et sa volonté seront diminués, qu'ils le mettront à la merci de sa propre volonté ?

Enfin, ne pourra-t-il le tromper en lui affirmant, sur l'honneur, la signature d'une capitulation qui n'aurait jamais été conclue ?

L'erreur également retire toute force obligatoire aux conventions entre belligérants. Lorsque deux consentements échangés ne concourent pas sur le même objet, il va sans dire qu'il n'y a plus de convention valable.

Non, je pense qu'aucun général, aucun chef ne se croira obligé par un engagement extorqué à l'aide d'artifices coupables.

Le consentement n'est valable que s'il émane d'une volonté libre de toute influence extérieure. Il faut donc prétendre, avec M. Pillet, qu'en temps de guerre comme en temps de paix, il est vrai de dire que les vices du consentement en altèrent la nature au point de lui ôter toute valeur.

Peut-être le général trompé ou contraint sera-t-il tenté d'aller jusqu'au bout de ses engagements par scrupule d'honneur, pour éviter une discussion fâcheuse sur sa loyauté, mais s'il met en balance son sacrifice personnel et l'intérêt majeur de la patrie qu'il sert et de tous ceux qu'il a engagés, il ne doit pas hésiter à rompre le contrat qui lui a été extorqué.

Les conventions régulièrement faites vont engager pleinement les chefs d'armées et les gouvernements qu'ils servent. Elles feront loi pour eux et devront être observées rigoureusement.

Quant à leur interprétation, elle devra être entendue de la meilleure foi possible. Il ne s'agira pas, pour chaque contractant, d'interpréter, à son gré, telles clauses de la convention, il faudra rechercher quelle a été la pensée des contractants et interpréter selon son esprit, quelle a été la commune intention des parties contractantes plutôt que de s'arrêter au sens littéral des termes (art. 1156 C. C.). Les mots devront être pris dans leur signification ordinaire ; il sera bon d'ailleurs de rédiger les conventions en plusieurs langues afin d'éviter la perfidie d'un adversaire dont la langue trop souple prête à des interprétations diverses ; on pourra convenir qu'on rapportera à une de ces langues les difficultés d'interprétation des phrases, mots ou expressions et qu'on donnera à ceux-ci le sens qu'ils ont dans celle choisie.

L'histoire a conservé le souvenir de chicanes sur les mots.

Les Plétiens avaient promis de rendre leurs prisonniers aux Thébains, mais ils les rendirent morts.

Périclès avait promis la vie sauve à ceux de ses ennemis qui déposeraient le fer, il fit tuer tous ceux qui avaient des agrafes de fer à leur manteau.

Q. Fabius Lebeo ayant convenu avec Antiochus de

lui rendre la moitié de ses vaisseaux, les fit couper par le milieu. Rhadamiste avait juré à Mithridate de n'user contre lui ni du fèr, ni du poison, il le fit étouffer sous un tas de vêtements.

Lors de la prise de Négrepont, Mahomet ayant promis à un homme d'épargner sa tête le fit couper en deux par le milieu du corps.

La ville de Sébaste s'étant rendue à Tamerlan, à condition que le sang ne serait pas répandu, Tamerlan fit enterrer vifs les soldats de la garnison.

Conrad III ayant autorisé les femmes de Wuisberg à sortir de la ville à pied, en emportant tout ce qu'elles pourraient prendre sur elles, elles emportèrent leurs maris sur leurs épaules. Il les laissa passer.

CHAPITRE III

LES PARLEMENTAIRES.

Les relations entre belligérants sont établies par le moyen de parlementaires.

Les parlementaires sont des individus, militaires ou non, qui, au nom de l'un des belligérants, se rendent auprès de l'autre : soit pour négocier, soit pour transmettre des demandes et des réponses, soit pour tous autres pourparlers concernant la guerre, faire des propositions ou recevoir des sommations.

Autrefois, les parlementaires étaient des trompettes ou tambours, parfois même des tambours majors. De nos jours, on choisira toujours un officier parmi les plus intelligents, les plus expérimentés, les plus susceptibles enfin de mener leur mission à bien.

Si même il s'agit de négocier, les parlementaires seront choisis : non seulement parmi les officiers, mais parmi les individus dont les fonctions les préparent davantage à discuter certaines clauses de l'arrangement projeté. N'avons-nous pas vu en novembre 1918 que les parlementaires allemands comptaient parmi eux des membres du gouvernement ; ils étaient presque des envoyés diplomatiques.

Les parlementaires se font reconnaître d'abord par des manifestations extérieures perceptibles à distance.

Ils appellent l'attention de l'ennemi sur leur caractère particulier par des sonneries de clairon ou roulements de tambour, en agitant un drapeau blanc au-dessus de leurs retranchements. Enfin, ils sont accompagnés d'un fanion blanc. Leur attitude est telle qu'elle puisse être interprétée exactement par l'ennemi. Le parlementaire, confiant en l'honneur de celui-ci, doit marcher vers lui sans se dissimuler et sans combattre. S'il a des armes, il doit les porter de telle façon qu'il soit bien évident qu'elles ne doivent pas lui servir : épée au fourreau, revolver dans l'étui.

Il est généralement accompagné d'un guide et d'un interprète, s'il y a lieu.

Naturellement, le parlementaire ne doit pas profiter de sa position pour prendre des renseignements sur l'ennemi, pratiquer l'espionnage ou provoquer des actes de trahison. Il doit se tenir exactement dans les limites de sa mission. En agissant autrement, dit Bronsard von Schellendorf, il renoncerait de lui-même à la protection qui lui est donnée par le droit des gens et il s'exposerait à toutes les rigueurs avec lesquelles l'ennemi pourrait, à bon droit, le traiter.

Le manuel de l'Institut de Droit International dit que si un parlementaire abuse de la confiance qu'on lui accorde, on peut le retenir temporairement et qu'il perd son droit à l'inviolabilité s'il est prouvé qu'il a

profité de sa position privilégiée pour provoquer des actes de trahison (art. 31).

Les Instructions pour l'armée des Etats-Unis en campagne s'expriment ainsi : « S'il est reconnu et bien prouvé qu'il n'a été fait usage du drapeau parlementaire que pour obtenir, subrepticement, des renseignements militaires, le porteur de ce drapeau sera considéré comme espion. »

Si des mesures de rigueur sont prises contre lui, elles doivent être portées immédiatement à la connaissance du général par qui il est envoyé.

NOTE. — Le 8 septembre 1870, le duc de Mecklembourg, arrivé devant la citadelle de Laon, envoya un parlementaire, le colonel Von Alvensleben, pour sommer la ville de se rendre dans les 24 heures, sous peine d'être brûlée. Le général qui commandait la place refusa, mais Von Alvensleben réussit à se faire conduire à l'Hôtel de Ville et là, profitant de l'état des esprits, il excita le peuple par ses menaces et ses discours et, à la suite d'une émeute, le général dut capituler.

Lorsqu'un parlementaire se présente, les sentinelles l'arrêtent en dehors des lignes et le font tourner du côté opposé aux avant-postes. Le chef du petit poste vient le reconnaître, prend ses dépêches et les envoie au commandant de la grand'garde. Celui-ci en donne reçu et les fait parvenir sans retard au commandant de la division par l'intermédiaire du commandant des avant-postes (art. 88 du règlement du 2 décembre 1913. Service des armées en campagne).

Pour éviter toute indiscretion, le chef du petit poste reste auprès du parlementaire ; à l'arrivée du reçu des dépêches, celui-ci est immédiatement congédié.

Si le parlementaire demande à être reçu par le Commandant des troupes, le chef du petit poste lui fait bander les yeux, ainsi qu'à son trompette, et les conduit au petit poste où ils attendent l'ordre d'introduction. Cet ordre ne peut être donné que par le commandant des troupes lui-même.

Tandis que le trompette reste au petit poste, le parlementaire est envoyé, les yeux bandés, à la grande garde d'où un officier le conduit à la réserve des avant-postes et de là au commandant des troupes.

Il est ramené, avec les mêmes précautions, au poste où il s'est présenté.

Nous avons laissé parler le règlement français et beaucoup parmi les combattants de la grande guerre s'étonneraient d'un tel langage ; mais il faut se garder de comparaisons entre les textes de règlements et ce que les combattants ont remarqué.

Tout d'abord, on n'a vu qu'exceptionnellement des parlementaires durant la guerre de tranchées, on n'en a pas vu ayant ce véritable caractère durant la guerre de mouvements, sauf le 7 novembre, sur le front de la première armée où les Allemands, bousculés, envoyèrent des parlementaires pour nous prévenir que, selon eux, l'armistice était signé.

Quant à ce qui a trait aux capitulations, notre règle-

ment était antérieur de 6 mois à la déclaration de guerre et il a été appliqué quand le cas s'en est présenté.

Le 7 septembre, le gouverneur de Maubeuge, ayant décidé de capituler, envoya un parlementaire à l'ennemi pour lui demander une suspension d'armes : « Je vous demande un armistice de 24 heures pour enterrer les morts et discuter de la reddition de la place. »

Et voici le commandant P. Cassiou, de la garnison assiégée de Maubeuge, qui nous montre comment le parlementaire assura sa mission : « Un peu avant midi, le capitaine G..., en grande tenue, à cheval, suivi d'un trompette porteur d'un drapeau blanc, part avec la lettre.

Le drapeau parlementaire a été hissé au sommet de l'église. Le parlementaire est accueilli par une fusillade nourrie partant des avant-postes ennemis. Il fait sonner le trompette et agiter le drapeau blanc. Reconnu aussitôt par les Allemands, ceux-ci envoient vers lui quelques hommes. Un sous-officier lui bande les yeux avec un mouchoir et il franchit les avant-postes ennemis. Il reste aux avant-postes pendant une demi-heure, puis un général de division vient le chercher et le fait monter en automobile. »

Le règlement a donc été suivi à la lettre.

Et le 7 novembre 1918, malgré l'échange de radios qui ont préparé l'arrivée des parlementaires allemands, les autos sont éclairés, un grand drapeau blanc les dé-

signe et un trompette, monté dans la première voiture, jette aux lignes françaises sa sonnerie allemande. Les parlementaires sont reçus aux avant-postes par un officier qui les dirige sur le lieu de l'entrevue.

Une seule entorse au règlement : on ne banda pas les yeux aux parlementaires, mais il faut se souvenir qu'ils se présentèrent aux avant-postes à 21 heures, en pleine nuit de novembre, et qu'ils ne pouvaient pas relever beaucoup de renseignements. D'ailleurs, ces renseignements auraient-ils eu beaucoup d'importance, alors qu'ils ne pouvaient être recueillis que sur une étroite zone d'un champ de bataille mobile de 400 kilomètres.

Il est hors de doute que, dans les guerres modernes, la T. S. F. et la T. P. S., la téléphonie sans fil, l'avion, l'automobile seront appelés à jouer un rôle que, jusqu'ici, les règlements n'avaient pas envisagé. On l'a bien vu au cours des pourparlers qui précédèrent la négociation de l'armistice. C'est par T. S. F. que les Allemands prévinrent qu'ils entendaient solliciter un armistice, qu'ils préparèrent l'entrevue en demandant, au maréchal Foch, les instructions nécessaires. C'est par un radio, même, que le Chancelier de l'Empire fit connaître que le gouvernement allemand acceptait les conditions de l'Entente.

Dans certains cas, le parlementaire doit être retenu

temporairement, par exemple lorsqu'il a pu recueillir des renseignements ou surprendre des mouvements qu'il importe de tenir cachés à l'ennemi.

Enfin, toute conversation avec un parlementaire est rigoureusement interdite. Ces conversations ont quelquefois été fréquentes. On en a connu quelques-unes durant le siège de Metz où il y eut de nombreux envois de parlementaires. Ceux-ci ne se sont pas toujours refusés à échanger des formules de courtoisie avec les officiers allemands.

M. P. Cassiou nous dit aussi que le parlementaire envoyé par le gouverneur de Maubeuge au commandant des troupes d'attaque avait été accompagné par un général de division allemand et que celui-ci aurait dit au capitaine français, alors qu'à cause du mauvais état des routes, l'auto était violemment cahoté : « Je suis désolé que la démarche douloureuse que vous allez faire soit rendue plus pénible encore par le mauvais chemin. » Il ne nous apprend pas si le capitaine français répondit.

Inviolabilité.

Le parlementaire et ceux qui l'accompagnent sont sous la protection de l'article 32 du règlement de La Haye du 18 octobre 1907, ch. 3.

Le parlementaire étant inviolable, on ne doit pas tirer sur lui, ni user de violences contre lui, ni le retenir prisonnier. L'histoire est pleine cependant d'exemples de parlementaires tués ou blessés.

Pendant la guerre de 1870-71, Français et Allemands se sont plaints de l'inobservation réciproque des prescriptions du droit international concernant les parlementaires. Au siège de Strasbourg, un parlementaire et son trompette s'étant retirés au galop, tous deux furent blessés. Le résultat des correspondances échangées entre les deux commandants d'armée à ce sujet fut qu'il y avait lieu de prescrire qu'à l'avenir, les parlementaires iraient au pas.

Le 24 août 1870, lors de l'attaque de vive force tentée par les Allemands contre Verdun, le trompette du parlementaire prussien y fut tué.

Du 27 décembre 1870 au 3 janvier 1871, un important échange de notes eut lieu entre le gouvernement de Paris et Bismarck. Les deux adversaires se reprochèrent mutuellement d'avoir tiré contre les parlementaires au mépris du droit international. Le mot de représailles ayant été prononcé par les membres du gouvernement de Paris, Bismarck en vint à conclure que le système des représailles ne saurait jamais justifier l'attaque sur un parlementaire. Enfin, lorsque le parlementaire français sortit de Maubeuge le 7 septembre 1914, il fut accueilli par une fusillade nourrie. Cependant, il était à cheval, en grande tenue et accompagné d'un trompette porteur du fanion blanc.

On n'est d'ailleurs pas obligé de cesser le feu lorsqu'un parlementaire survient; « si le porteur d'un drapeau parlementaire, en se présentant durant le

combat est tué ou blessé, ce fait ne saurait motiver aucune espèce de plainte », disent les Instructions américaines. « S'il n'y a pas eu mauvaise foi, dit Bluntschli, si le tout n'est qu'un déplorable accident, on ne peut faire, à l'ennemi, un crime de la mort du parlementaire. »

C'est l'opinion généralement admise, sous la réserve qu'il n'y a rien d'intentionnel.

Mais la difficulté vient précisément de ce qu'il est, dans la plupart des cas, impossible de rechercher s'il y a mauvaise foi ou accident. Quand le 9 novembre 1918, l'un des parlementaires allemands voulut regagner ses lignes, il fut accueilli par un feu violent de la part de ses compatriotes ; l'homme qui s'approchait était-il dans leur esprit le premier d'une troupe qui venait les attaquer... ?

Et même si l'on découvrait que la mort du parlementaire est due à un combattant qui a tiré sur lui, malgré la connaissance qu'il avait de sa qualité, faudrait-il fixer la responsabilité sur celui qui a tiré ou la faire supporter à toute l'armée ? Est-on certain qu'on ne verra jamais un simple abattre un ennemi en s'écriant qu'après tout c'est tout de même un boche ? Il n'a pas calculé les conséquences de son acte, ou bien il a déjà vu tant de drapeaux blancs dissimuler des mitrailleuses qu'il ne croira plus à la sincérité de celui qui le porte.

On peut, évidemment, dire que les officiers et gra-

dés doivent être suffisamment instruits des choses militaires et que leur devoir est de veiller à leur constante observation par leurs hommes, mais un coup de fusil est bien vite parti et, en pleine action le gradé ne peut intervenir assez tôt pour empêcher un tel acte.

Le feu ne sera pas interrompu lorsqu'un parlementaire se présentera devant les lignes. Il y aurait, en effet, lieu de redouter que l'ennemi, se trouvant en fâcheuse posture, n'envoyât un parlementaire afin de se ressaisir pendant l'interruption du feu.

Pour éviter cela, un général peut toujours refuser de recevoir un parlementaire, s'il soupçonne que son envoi n'a pour but que de gagner du temps, d'arrêter inutilement ou de retarder le cours des opérations. Le Manuel français de droit international, à l'usage des officiers de terre, précise qu'on peut refuser de recevoir un parlementaire si les circonstances l'exigent impérieusement. L'article 29 du Manuel de l'Institut de Droit International s'exprime ainsi : « Le chef auquel un parlementaire est expédié n'est pas obligé de le recevoir en toutes circonstances. »

Les usages modernes de la guerre permettent enfin à un chef d'armée de déclarer qu'il ne recevra pas de parlementaires pendant un temps déterminé nécessaire à la préparation ou à l'achèvement d'une opération, par exemple à un mouvement de troupes, à l'armement

ou à l'évacuation d'un secteur, mais, ce temps écoulé, il doit recevoir les parlementaires.

Si pendant cet intervalle, il s'en présentait un tout de même, il s'exposerait à perdre ses privilèges et garanties.

CHAPITRE IV

LES DIFFÉRENTES CONVENTIONS ENTRE GÉNÉRAUX D'ARMÉE.

Sauf-conduits, licences, sauvegardes,
Armistices,
Suspensions d'armes,
Capitulations.

§ 1. — Sauf-conduits, licences, sauvegardes.

Les sauf-conduits, les licences, les sauvegardes ne sont ni des conventions militaires, ni des conventions entre belligérants, ce ne sont même pas des conventions. Il n'y a donc pas lieu de les étudier longuement ici.

Si la libre circulation entre les lignes de l'armée ou à travers un pays occupé est jugée utile, l'autorité militaire peut délivrer des autorisations. L'autorisation est-elle accordée à des personnes : il s'agit d'un sauf-conduit, d'un passeport ; si elle doit permettre le transport de marchandises, c'est une licence.

Les sauvegardes. — Il nous suffira de citer l'article 62 du Règlement sur le service des armées en campagne 2 décembre 1913. « Les sauvegardes ont pour but d'assurer l'inviolabilité de certains établissements publics

ou particuliers dont il importe, dans l'intérêt de l'armée, d'interdire l'accès aux troupes.

Les sauvegardes comportent un ordre écrit, délivré par un officier général et portant le cachet de son état-major. Cet ordre est remis au personnel de l'établissement intéressé.

Les sauvegardes, présentées aux troupes, doivent être respectées comme une sentinelle.

Le service des sauvegardes est placé sous la surveillance de la gendarmerie aux armées. »

Les sauvegardes sont donc une garantie qui est donnée aux personnes lorsqu'on veut les protéger et empêcher qu'elles ne soient molestées, aux biens lorsqu'on veut interdire leur accès ou leur utilisation à la troupe, ou qu'on veut empêcher qu'ils ne soient détruits. Elles seront accordées, par exemple, à des hôpitaux, des musées, des établissements publics qui, de ce fait, seront placés en dehors des risques de guerre.

Les sauvegardes peuvent être effectives, c'est-à-dire consistant dans l'établissement d'un poste sur les lieux que l'on veut protéger. Elles peuvent être écrites et délivrées aux personnes que l'on entend respecter. Enfin, elles peuvent se manifester dans des inscriptions quelconques apposées sur les édifices à protéger. N'était-ce pas une sauvegarde que le « Gute Leute » que nous retrouvions durant la guerre sur les portes des maisons intactes d'un village incendié.

§ 2: — Les armistices.

Certaines transactions entre belligérants vont avoir pour but de faire cesser les hostilités sans pour cela mettre fin à la guerre. Il y aura donc arrêt de la lutte.

Les unes vont faire cesser totalement les hostilités comme le ferait le retour à l'état de paix, d'autres auront des effets limités et ne feront cesser le combat que sur des points déterminés et entre une partie des combattants seulement. Comment-allons nous appeler ces différentes conventions ?

Autrefois, le mot trêve servait à les désigner presque toutes. Si les Grecs distinguaient déjà la suspension d'armes et les trêves, les Romains ne paraissent avoir connu que celles-ci : les *induciae* qui exprimaient l'arrêt de la lutte, pour quelque durée que ce fût.

Grotius ne connaît que la trêve, qu'il définit : « une convention par laquelle, la guerre durant, on doit s'abstenir, pour un temps, d'actes d'hostilité. »

Pufendorf dit de même, mais il distingue la trêve de courte durée de celle plus longue qu'il juge parfaitement ridicule.

Nous trouverons sous la plume de de Vattel les mots : suspensions d'armes, cessations d'hostilités, armistices, mais en attribuant à chacun une valeur propre, il marque sa préférence pour trêve et fait la même distinction que Pufendorf, sans cependant admettre son commentaire.

De Martens comprendra indifféremment sous le nom d'armistice : les suspensions d'armes et les trêves.

De même Klüber qui distinguera cependant des armistices généraux et des armistices partiels.

Wheaton confondra tous ces termes mais emploiera plutôt le mot trêve.

Bluntschli, Pasquale Fiore opposent la suspension d'armes locale et de courte durée à l'armistice conclu pour un temps assez long.

Funck-Brentano et Albert Sorel ne parleront plus de la trêve, mais distingueront l'armistice qui « suspend » la guerre et la suspension d'armes qui interrompt et « suspend » une bataille. Si Guelle ne veut plus voir que des suspensions d'armes et des armistices, M. Pillet revient à la distinction entre les armistices généraux et les armistices qu'il appelle particuliers, ceux-ci n'étant, d'ailleurs, que des suspensions d'armes. Les Instructions pour l'armée des Etats-Unis en campagne distinguent entre l'armistice général et l'armistice spécial, à effets plus limités. Elles définissent l'armistice : « une suspension des hostilités dans la mesure convenue entre les parties. »

Le Manuel français discerne les armistices et les suspensions d'armes.

Enfin, les Allemands appellent *Waffenruhe* les suspensions d'armes et *Waffenstillstand* les armistices généraux.

Il est aussi curieux de noter que le manuel des « Lois

de la guerre sur terre » de l'Institut international ne parle que des armistices.

C'est qu'en 1874, à la conférence de Bruxelles, le délégué autrichien avait proposé de distinguer entre la suspension d'armes et l'armistice, mais cette proposition fut rejetée : le représentant de l'Angleterre ayant fait remarquer que la langue anglaise ne possédait pas de terme correspondant à suspension d'armes. On ne mentionna donc que les armistices qui seraient généraux ou locaux selon leur application.

Je veux citer enfin M. Pradier-Fodéré, avec qui je me rencontrerai dans la distinction qu'il établit entre ces deux sortes de conventions.

Les trêves. — De nos jours, quand on parle des trêves, l'esprit se reporte aux anciennes époques de l'histoire. C'étaient alors des cessations d'hostilités très prolongées, comme ce pouvaient être des suspensions d'armes de quelques heures. Le plus souvent, c'étaient des suspensions d'hostilités conclues pour de longues années. Les armées, fatiguées, de pays que la guerre ruinait étaient rappelées et déposaient leurs armes. Ce n'était pas la paix puisque aucun traité n'était conclu ; les prétentions de chaque belligérant étaient intactes et maintenues. Aucun n'était engagé et chacun pouvait reprendre la lutte en revendiquant les mêmes bénéfices lorsqu'il se sentait en état de le faire.

Ce pouvaient être aussi de véritables accords établis

pour plusieurs années, telle la trêve de 12 ans conclue en 1609 entre l'Espagne et les provinces unies des Pays-Bas.

Quelquefois, la trêve était conclue pour une durée considérable. Elle pouvait aussi prendre un caractère particulier : lorsqu'un Etat ne se trouvait pas assez puissant pour empêcher un autre Etat de faire ce qui lui était désagréable ou préjudiciable, et ne voulait pas consacrer, par des traités, le nouvel état de choses, il concluait une trêve perpétuelle et indéterminée.

Telle a été la trêve de 1871 entre l'Espagne et ses anciennes colonies : le Pérou, la Bolivie, le Chili, l'Equateur.

La Porte Ottomane, ne croyant pas pouvoir faire de paix avec des puissances chrétiennes, avait fait uniquement des trêves avec celles-ci avant 1873. Le mot trêve a maintenant disparu du vocabulaire du droit international pratique, mais nous avons vu que les auteurs employaient les expressions armistices généraux, locaux, partiels, suspensions d'armes, d'hostilités, etc... qui ont, sous la plume de chacun d'eux, des valeurs différentes. A la vérité, il serait préférable de ne pas trop s'attacher à la valeur des mots, de rechercher quelle est la signification de la convention, et de dire dans son texte tout ce qui est nécessaire afin de n'avoir pas ensuite à l'interpréter et à chercher sa valeur dans le titre qu'elle porte.

Le mieux serait, je crois, qu'il n'y ait qu'une seule

appellation. Libre aux belligérants de convenir dans la rédaction de cette convention tout ce qu'ils voudront, ils seront liés par ses conditions et non pas par la signification courante du nom qu'on aurait pu lui donner. La formule américaine est bien la meilleure.

Les armistices et les suspensions d'armes. — Armistices et suspensions d'armes ont un caractère commun : ils interrompent les hostilités.

Les suspensions d'armes sont des conventions à caractère essentiellement militaire ; elles sont conclues, entre chefs d'armées ou de fractions d'armées en présence, pour le règlement d'intérêts urgents ou de questions pressantes qui ne concernent qu'une partie des forces sous leurs ordres ou des secteurs qu'ils occupent.

Leur effet ne s'étend qu'à des points déterminés et limités de la lutte ; elles ont généralement une durée très courte, et le délai de préavis de reprise des hostilités, au cas d'une convention à durée indéterminée, est toujours très bref. Ceci nous amène à dire que répondront également au qualificatif de suspensions d'armes, les conventions conclues pour une durée non limitée, concernant un point du champ de bataille et dont l'objet pourrait être un chemin d'évacuation de blessés, un point d'eau, un cimetière, un édifice.

Au contraire, les armistices sont des conventions à caractère partie politique et partie militaire. Ils sont

effectivement présentés par les commandants d'armées, mais ils ont, le plus souvent, un caractère si général qu'ils pourraient tout aussi bien être discutés, négociés et arrêtés par les gouvernements des armées en présence. Cela aura de plus en plus ce caractère, puisque la dernière guerre nous a montré que ce n'était pas une armée qui était dressée contre une autre, mais toute une nation, tout un peuple qui s'élevait contre une autre nation, un autre peuple.

Mais n'y a-t-il donc rien entre ces conventions mettant fin à la guerre, suivies du retour ou se proposant le retour à l'état de paix, et les petites suspensions d'armes d'intérêt provisoire et local, à caractère militaire ?

Que serait une convention ayant pour effet de faire poser les armes à toute une armée si l'on sait que, lors de la négociation de cette convention, il n'a nullement été question du retour à l'état de paix ?

Seront armistices, avons-nous dit, les conventions partie politique et partie militaire, alors que seront suspensions d'armes les conventions exclusivement militaires.

Un arrangement qui ferait cesser le feu entre deux armées, mais qui serait négocié entre généraux d'armée, restant dans les limites de leur commandement et de leurs attributions, serait évidemment une suspension d'armes quelque fût son importance.

Il est préférable, puisque nous devons connaître deux termes différents, de s'en tenir à cette distinction

entre armistices et suspensions d'armes et de rejeter les armistices partiels, locaux, etc..

Mais ne se produira-t-il pas des confusions entre ces deux expressions d'armistice et de suspension d'armes ? Ne seront-elles pas considérées quelquefois comme synonymes et confondues ?

La convention d'armistice de Bologne, du 5 messidor an IV entre Bonaparte et les représentants du Pape Pie VI, est qualifiée de suspension d'armes dans le traité de Tolentino. Dans d'autres cas, au contraire, l'armistice et la suspension d'armes sont nettement séparés.

L'armistice de Pleiswitz, en 1813, porte qu'une suspension d'armes a été conclue pour permettre la négociation d'un armistice.

Le plus souvent, l'armistice intervient entre deux armées, l'une victorieuse, l'autre vaincue ; c'est alors, autant dire une capitulation. Le vainqueur ne manque pas d'exiger de bonnes sûretés, suivant les conseils de Pufendorf, et en fait, met le vaincu dans l'incapacité de reprendre la lutte avec quelque chance de succès. Au vrai, celui-ci signe sa capitulation.

L'armistice peut encore intervenir entre une armée et son ennemie lorsque celle-ci n'est pas écrasée, mais qu'elle sait qu'elle doit traiter au plus vite si elle veut éviter l'anéantissement complet. Si l'Allemagne a demandé un armistice le 8 novembre, c'est qu'elle se savait à sa dernière heure. Il est prouvé que son armée

était aux abois et qu'une prochaine offensive, devant se déclancher le 14, allait la culbuter, la prendre avec tout son matériel et envahir l'Allemagne.

Il faut avoir vu dans quel état d'encombrement de canons, de caissons, de camions abandonnés étaient les routes que les Allemands ont cependant évacuées librement. Qu'eût-ce donc été s'ils avaient été poursuivis ?

Il est enfin des armistices qui sont des conventions entre ennemis d'égale force venant à négocier. Si, par exemple, la France avait prêté l'oreille aux déshonorantes offres de paix de 1916, les deux armées en présence étaient en état de continuer la lutte, sans que la supériorité fût évidente dans l'un ou l'autre camp.

Il peut également arriver que l'armistice soit proposé par une puissance tierce : en 1870, les grandes puissances avaient pris l'initiative d'une proposition d'armistice à l'effet de faire élire, en France, une Assemblée Nationale. Elle n'aboutit pas.

§ 3. — Les suspensions d'armes.

Les armistices ayant un caractère politique, nous nous attacherons principalement dans cette étude aux suspensions d'armes qui peuvent être conclues par les généraux et dont le caractère est exclusivement militaire.

Objet des suspensions d'armes. — Elles peuvent être faites :

Pour enterrer les morts ;

Pour relever, soigner, évacuer des blessés au soir ou au lendemain d'un combat ;

Pour échanger des prisonniers ;

Pour permettre aux commandants de troupes de demander et recevoir des ordres de leurs supérieurs.

Pour laisser les habitants civils sortir d'une place forte soumise à un bombardement ;

Pour laisser reposer les troupes quand, par exemple, les soldats des deux armées éprouvent en même temps un impérieux besoin de repos ;

Pour célébrer des cérémonies funèbres ou religieuses : en 1796, une suspension d'armes fut conclue pour permettre les funérailles de Marceau ;

Pour ouvrir la négociation d'un armistice et faciliter des pourparlers, des conférences entre chefs ennemis : le 23 mai-4 juin 1813, les représentants militaires de la Russie, de la France et de l'Autriche se réunissaient, entre les avant-postes, au village de Pleiswitz neutralisé à cet effet, pour continuer la négociation d'un armistice, après avoir signé une suspension d'armes de 36 heures. Le 10 novembre 1918, le feu fut interrompu, un instant, sur le passage des automobiles allemands qui portaient les délégués venant recevoir les conditions d'armistice.

Nous voyons donc que ces suspensions d'armes peuvent n'intéresser qu'un petit détachement comme elles peuvent s'étendre à des unités plus considérables. Une

suspension d'armes peut être conclue entre un général commandant une place assiégée et le chef des troupes d'attaque. L'effet de la suspension s'étend alors à toutes les troupes d'investissement et à toute la garnison de la place assiégée.

Ici la question pourrait se poser d'une façon particulière : le général gouverneur d'une place est, lorsqu'il est investi et que ses moyens de communication avec le commandement supérieur sont détruits, le seul chef de ses troupes ; la convention qu'il négociera avec l'assiégeant, pour lui permettre d'en conclure une plus importante ou de discuter des conditions d'une capitulation, sera une suspension d'armes.

Dans sa demande au général allemand, le 7 septembre 1914, le général gouverneur de Maubeuge emploie le terme d'armistice. « Je vous demande un armistice de 24 heures. » Le règlement français lui permettait l'emploi de ce terme, mais le caractère exclusivement militaire de la convention qu'il demandait de conclure suffit à établir qu'il s'agissait bien d'une suspension d'armes. La courte durée, l'objet limité de l'interruption des hostilités projetée sont autant de raisons qui s'ajouteraient à la première si celle-ci n'était déjà suffisante.

L'objet des conventions justifie ce qu'on a dit d'elles :

Elles sont des suspensions temporaires puisqu'elles n'arrêtent la lutte que peu de jours et même d'heures.

Elle sont des suspensions locales, puisqu'elles font cesser le combat sur un point bien défini entre deux corps de troupe déterminés ;

Elles sont des conventions militaires puisque conclues par des commandants de troupes dans les limites de leur commandement, sans qu'il soit besoin de ratification du gouvernement.

Forme de ces conventions. — Elles peuvent être écrites ou verbales, conclues par le moyen d'un parlementaire ou par conversation téléphonique, T. S. F., T. P. S. Il convient d'insister à nouveau sur ce fait que seules auront une valeur réelle les conventions écrites. Comment, en effet, sanctionner la non-observation d'un accord verbal ? Si l'histoire nous montre des accords verbaux, ceux-ci ne sont nullement recommandables au cours d'une guerre moderne.

On pourra observer que la T. S. F. et la T. P. S., le téléphone facilitent les accords verbaux et que, pour ces petits traités, le témoignage des appareils enregistreurs est suffisant, à défaut de signature.

Conventions tacites. — Nous avons dit que la dernière guerre n'avait connu qu'exceptionnellement des conventions de ce genre régulièrement faites. Et cependant, il y a eu des suspensions d'armes convenues tacitement entre les combattants des deux armées.

Beaucoup, parmi ceux-ci, seront tentés de sourire, lorsqu'ils verront que je classe parmi les objets de suspensions d'armes : le besoin de repos se faisant sentir chez les deux adversaires. C'est que, durant la guerre, il était admis qu'il fallait profiter de tous ses avantages, que lorsqu'on sentait son ennemi fatigué, il fallait l'accabler et ne pas lui laisser les moyens ou le temps de se refaire. Il est certain qu'une armée qui aurait eu la naïveté de signaler sa faiblesse en demandant une suspension d'armes pour se reposer se serait vue attaquée immédiatement, ou, tout au moins, harcelée de telle façon qu'il lui aurait été impossible de se reposer.

Et cependant, il y a eu, durant la guerre, des secteurs absolument calmes où l'on n'entendait jamais un coup de fusil. En observation dans une tranchée de Champagne, je vins à passer auprès d'un poste de guetteurs : ceux-ci fumaient, sans trop se cacher, leur fusil posé sur le sol à côté d'eux. Devant nous, à 300 mètres, un allemand monté sur le parapet de sa tranchée examinait tranquillement le secteur. Je m'étonnai de la placidité des guetteurs devant un ennemi qui se montrait aussi impudemment et, sur leurs réponses évasives, j'empoignai le lebel chargé et je tirai. Ce fut un beau vacarme. De tous les trous de la terre gelée sortirent les hommes que l'indignation faisait encore frémir. Après un concert d'injures, j'appris qu'il était tacitement entendu qu'on ne tirait ni d'un côté, ni de l'autre.

Dans ce secteur de première ligne, un coup de fusil

était devenu un événement considérable et les gardiens de la tranchée ne me pardonnerent pas de les avoir fait manquer à leurs quasi-engagements.

Et sur certaines parties du front, alors qu'il avait été convenu que les artilleurs préviendraient les fantassins qu'ils allaient tirer sur les tranchées ennemies, afin de leur permettre de prendre des mesures pour s'abriter en cas de représailles, on s'aperçut, un beau jour, que d'une tranchée à l'autre des signes mystérieux s'échangeaient. C'étaient tout simplement les combattants d'une ligne qui prévenaient l'autre ligne que l'artillerie allait tirer ; — à charge de revanche.

On ne pourrait trouver, durant la guerre, un exemple de convention régulièrement faite pour assurer ou permettre l'enlèvement des morts ou des blessés. J'ai cependant été témoin de conventions tacites de ce genre. En janvier 1915, les Français avaient voulu s'emparer de défenses allemandes et un fourneau de mine avait explosé immédiatement avant l'attaque. Mal calculé, il avait sauté entre les lignes au lieu de bouleverser les tranchées que nous devions attaquer.

Après des combats meurtriers pour la possession du cratère, les Français avaient dû revenir à leurs lignes de départ ; il avait été impossible d'aller, même de nuit, chercher les blessés et les cadavres. Deux jours après l'attaque, on découvrit que des corps s'agitaient dans les réseaux de fils de fer. Tout à coup, et, sans qu'en apparence, aucune conversation se fût engagée entre

les deux ennemis, un drapeau blanc et un drapeau croix-rouge s'élevèrent des lignes adverses ; presque instantanément, les mêmes emblèmes s'élevèrent au-dessus des tranchées françaises ; un allemand sortit de son trou, un français suivit son exemple, puis deux, trois, etc.. Au bout de quelques instants les défenseurs des deux tranchées s'étaient réunis au bord de l'entonnoir, puis on vit les deux ennemis coopérer au relèvement des hommes restés sur le champ de bataille. Un des nôtres était ramené dans nos lignes, tenu aux jambes par un allemand et aux épaules par un français, il en fut de même pour les blessés allemands, puis on vit les deux ennemis ramasser des petits souvenirs sur le champ de bataille et, tranquillement, regagner leurs lignes respectives. Cette histoire n'alla pas, naturellement, sans enquêtes et sans sanctions, et l'on apprit que, depuis quelque temps déjà, des relations avaient été établies entre les deux éléments opposés, notamment le jour de Noël et le 1^{er} janvier.

De très nombreux exemples pourraient être fournis d'ententes de cette sorte quoiqu'on ait vu plus souvent les Allemands s'acharner sur les corps étendus entre les lignes que permettre leur enlèvement.

N'a-t-on pas vu également, dans les secteurs inondés, alors que de part et d'autre les tranchées et les abris étaient sous l'eau, leurs défenseurs vivre dehors presque face à face.

Tous les combattants ont connu, dans chaque nou-

veau secteur qu'ils « prenaient », un feldgrau guetteur de petit poste qui faisait des grimaces, chantait, se montrait à découvert. On l'appelait Fritz, Guillaume, Rintintin, on ne se cachait pas de lui et ne tirait pas non plus sur lui. L'un d'eux se croyait tellement certain de l'impunité que sur une invitation des Français, il consentit à se rendre dans la tranchée de ceux-ci ; l'arrivée inopinée d'officiers causa sa perte, mais, fait prisonnier, il protesta vivement de notre manque de loyauté et ne voulut jamais convenir qu'il s'était rendu. Je ne suis pas un déserteur, clamait-il.

Dans beaucoup de secteurs où les tranchées étaient très rapprochées et où il aurait été facile de gêner considérablement l'adversaire, en risquant évidemment d'être gêné de même, les combattants de chaque tranchée s'épargnaient.

Et lorsqu'un point d'eau se trouvait entre les lignes, il est arrivé quelquefois que des Allemands et des Français se rencontraient et que chacun puisait à tour de rôle. On évitait évidemment ces rencontres, et la corvée d'eau était le plus souvent précédée d'une forte patrouille, mais chaque parti utilisait à son tour les ressources du puits ou de la source.

Il y avait des chemins sur lesquels on ne tirait pas, des postes de commandement qu'il aurait été facile de rendre intenable et que l'on n'accablait pas.

Il y avait des villes ou des cantonnements sur lesquels on ne tirait jamais parce qu'on savait que pour

un obus sur tel d'entre eux, il en tomberait un sur tel des nôtres. On savait que X « payait » pour Y.

Mais ces conventions n'ont pas de base sérieuse. Elles ne reposent sur rien ; fragiles, elles peuvent être rompues d'une minute à l'autre sans que l'adversaire, habitué à leur observation, soit prévenu. Il suffit de la relève de ceux qui occupent les lignes, d'un changement dans leur situation, d'ordres nouveaux pour arriver à ce résultat. Et tout s'écroule.

C'est la rafle d'artillerie, ou le nuage asphyxiant, qui viendra surprendre l'ennemi trop confiant et qui, comptant sur les bons sentiments d'en face, a négligé de se protéger.

C'est le guetteur que l'on ménage, que l'on encourage à se montrer familier pour le cueillir plus facilement le jour où l'on a besoin de renseignements.

C'est l'embuscade autour du point d'eau, qui paraissait neutralisé depuis de longs mois, parce qu'on a besoin de prisonniers.

On assagira un secteur en ne manifestant pas d'agressivité, mais c'est pour endormir l'adversaire, l'amener à se garder moins et, bénéficiant de la surprise, le vaincre plus facilement.

Les chefs connaissent, le plus souvent, ces petites manœuvres ; ils paraissent les ignorer, soit qu'elles servent leurs vues, soit qu'ils espèrent en bénéficier immédiatement pour assurer le repos de leurs troupes. Ils savent bien, sans doute, qu'ils accordent à l'adver-

saire le même bénéfice qu'ils tireront de cet état de choses, mais ils pensent peut-être qu'ils sauront se montrer plus vigilants, qu'ils seront plus habiles que les ennemis et qu'ils tireront plus d'avantages de la situation qu'ils laissent créer.

Ce n'est presque jamais à raison de sentiments d'humanité que sont établies ces conventions tacites, c'est par la menace de représailles, par besoin personnel de tranquillité et de repos, par calcul, par habitude quelquefois.

C'est bien souvent aussi le résultat d'une lassitude momentanée dans les deux camps, lorsqu'elles ne sont pas, — il est délicat de le dire d'adversaires qui s'entre-tuent, — provoquées par une sorte de sympathie : les Russes et les Français à Sébastopol, ou par des sentiments de fraternité internationale, ainsi que nous l'avons vu entre Russes et Allemands sur le front oriental ou entre Italiens et Autrichiens avant Caporetto.

Pendant la Commune, il y a eu en France, un exemple de suspension d'armes tacite. C'est l'accord intervenu pour permettre aux habitants de Neuilly, bombardé, de quitter leurs demeures. Il était, en effet, impossible au gouvernement régulier de traiter avec les insurgés de Paris. Mais il s'agissait d'une guerre civile et cet exemple n'est cité qu'à titre documentaire. Il est bon de remarquer, cependant, que cet accord est intervenu après pourparlers. Il n'y a pas eu de conven-

tion régulière, mais il y a eu convention qui a été observée tout comme elle l'aurait été si elle avait été conclue selon les formes. Elle se distingue donc par là des conventions tacites dont je fournissais des exemples plus haut.

Enfin, lorsque les troupes françaises des Dardanelles se réembarquèrent, les Turcs nous signifièrent à coups de canon qu'ils entendaient permettre l'embarquement des hommes, mais qu'ils ne voulaient pas tolérer celui du matériel. Toute la côte d'Europe était, en effet, éclairée par les projecteurs turcs de la côte d'Asie et l'artillerie ennemie ne tirait que lorsque les chalands emportaient du matériel.

Durée des suspensions d'armes. — La durée des suspensions d'armes doit être exactement fixée. Il faut que les deux partis soient bien d'accord quant aux jours et heures où les conventions entrent en vigueur ou cessent d'être observées.

Les actes d'hostilités sont suspendus pendant dix jours, ou le sont du 12 au 22. Qu'entend-on par là ?

Comment comptera-on les dix jours ? Le dixième sera-t-il inclus ou exclus ?

Les auteurs discutent : Doit-on compter les délais en jours francs, c'est-à-dire sans tenir compte du premier et du dernier jour ?

Doit-on entendre des jours naturels qui commencent

au lever du soleil et durent 24 heures, « d'un soleil à l'autre », si j'ose dire ?

Doit-on préférer les jours civils qui viennent du droit civil de chaque peuple et varient suivant les pays ? Là encore, il faut être net. Il n'est pas difficile d'ajouter, à une convention, quelques mots qui en précisent la durée. Est-il donc malaisé de dire : « La présente convention courra du 10 janvier à 12 heures, heure de Paris, au 13 janvier 12 heures, heure de Paris. » Il me paraît d'ailleurs inutile d'insister sur cette question ; la solution pratique en est toute simple, et l'on comprend difficilement que les auteurs aient pris tant de soins de la compliquer.

Tous les récents armistices ont vu leur durée fixée de cette façon et, dans le texte de la capitulation de Maubeuge, il est spécifié à plusieurs reprises, le quantième, le mois, l'heure, suivis de cette mention : heure de Paris.

C'est qu'en effet, la détermination de la durée d'une convention n'est pas chose négligeable. Les suspensions d'armes, comme les armistices, prennent fin à l'expiration du délai assigné à leur durée.

Dès que la dernière minute s'est écoulée, les deux adversaires reprennent leur liberté ; on aperçoit donc tout l'intérêt qu'il y a pour eux à bien fixer cette minute là.

Quelquefois, les parties peuvent convenir que la reprise des hostilités sera annoncée par un signal quel-

conque : coup de canon, fusée. Il peut se faire, en effet, qu'une partie d'une troupe ait conclu une suspension d'armes avec l'ennemi, mais que l'ensemble de l'armée reçoive tels ordres incompatibles avec la bonne exécution de la suspension en cours. L'officier qui négocie, doit donc prévoir dans le texte qu'il signe, un moyen d'interrompre loyalement la suspension, si cela devient nécessaire.

De même, lorsque la suspension d'armes est conclue pour une durée illimitée, indéterminée. Dans ce cas, les belligérants peuvent, toujours reprendre la lutte, à condition d'avertir l'ennemi en temps convenable conformément aux conditions de la convention.

Les suspensions d'armes peuvent prendre fin si leurs clauses sont manifestement violées par l'adversaire. Dans ce cas, y a-t-il lieu à dénonciation ?

Les auteurs se partagent entre ces deux idées : il faut dénoncer, il n'est pas nécessaire de dénoncer. De part et d'autre, les arguments employés sont de valeur.

Selon M. Guelle, il faut dénoncer la convention avant de reprendre la lutte et, même, laisser un délai suffisant pour que l'adversaire puisse prévenir ses troupes.

M. Pillet dit qu'en droit rigoureux la dénonciation n'est peut-être pas nécessaire, mais qu'on fera sagement d'y procéder pour ne pas s'exposer au reproche d'avoir, le premier, commencé le combat.

Cet argument ne manque pas, certes, de me préoc-

cuper, mais pourquoi donner à l'adversaire le temps de prévenir ses troupes ? Il savait bien, en violant les conditions d'armistice, à quoi il s'exposait ; ses troupes doivent être déjà prévenues !

Laisser un délai à l'adversaire, c'est lui donner le temps de compléter sa trahison. Seule une action brusquée peut lui enlever le bénéfice d'une préparation d'attaque clandestine ou de l'emploi de moyens dont l'usage lui eût été impossible au cours des hostilités. On a beau dire que c'est dans ce cas laisser à un ennemi perfide, la possibilité de surprendre son adversaire en prétextant qu'il a manqué à la convention, mais alors, l'adversaire perfide pourra tout aussi bien, en respectant le délai de dénonciation, avoir préparé son affaire de telle sorte qu'un court délai ne puisse plus sauver son ennemi.

Quant à l'argument que donne M. Pillet, je crois que la guerre récente a assez prouvé combien il était difficile de déterminer quels étaient les premiers coupables pour qu'il soit nécessaire de s'y arrêter plus longtemps. Et si l'un des ennemis est de mauvaise foi et attaque, sans délai et sans dénonciation, son adversaire confiant, il lui sera loisible de prétendre ensuite que c'est lui qui a été attaqué. Evidemment, les parties en présence ne seront pas dupes, mais il n'en sera pas de même de l'opinion en général. Si en même temps qu'il est perfide, l'ennemi est plus habile que celui qu'il a trompé, il ne manquera pas d'en faire rejaillir la rés-

ponsabilité sur lui et c'est celui-ci qui se verra reprocher, en fin de compte, le fait dont il a été victime. L'opinion publique est un trop mauvais juge qui se laisse facilement influencer par le succès.

Il suffit d'ailleurs de demander à un neutre s'il sait lequel des Français ou des Allemands a commencé à émettre des gaz sur le front, pour être fixé.

Il y a, cependant, d'importantes raisons qui militent en faveur du délai et de la dénonciation.

Les actes constituant la violation de la convention peuvent être individuels et commis sans l'aveu et l'autorité adverse. Le délai permettra alors de discuter et de remettre tout en état en exigeant les sanctions nécessaires.

Bluntschli disait : « La rupture de la suspension d'armes par un particulier agissant sans ordre de l'Etat, et dont les actes ne sont ni autorisés, ni favorisés par les autorités militaires, donne seulement droit de demander la punition des coupables et la réparation des dommages, mais non celui de reprendre immédiatement les hostilités. »

Et nous trouvons dans la convention internationale de La Haye du 18 octobre 1907 : Art. 41. « La violation des clauses de l'armistice par des particuliers agissant de leur propre initiative donne seulement droit à réclamer la punition des coupables et, s'il y a lieu, une indemnité pour les pertes éprouvées. »

Autre chose est l'acte d'un soldat isolé tirant un coup

de fusil sur un brancardier qui ramasse des blessés, confiant en la suspension d'armes et la bonne foi des cotraitants, et le fait de l'autorité signataire de la convention massant, pour la préparation d'une attaque de surprise, des troupes sur un terrain dont elle vient de convenir de la neutralisation, ou bien encore préparant une attaque par gaz qu'elle n'aurait pu monter sans cette suspension d'armes.

Mais comment jugera-t-on que l'ennemi profite de la suspension d'armes pour préparer une perfidie? Ne risque-t-on pas de se tromper?

C'est peut-être, entr'autres, à cause de la difficulté qu'il y avait à trouver des solutions équitables à ces problèmes et pour éviter les malentendus inévitables que l'Etat-Major n'a jamais voulu autoriser des suspensions d'armes régulières.

Le spectacle de la guerre moderne qui nous a mis en présence d'adversaires déloyaux, lorsqu'ils avaient intérêt à l'être, m'oblige à persévérer dans mon opinion première. Il ne faut pas de dénonciation, et par conséquent, il n'y a pas lieu d'envisager de délai de reprise des hostilités.

Et j'en résume les raisons : avec un adversaire de bonne foi, il y a peu de chances pour qu'il donne des motifs de rupture de la convention et si l'adversaire est déloyal, l'observation de ces prescriptions lui sera toujours favorable à l'encontre de ce qu'elle sera pour le loyal ennemi. Il apparaîtrait comme profondément

immoral de prescrire des conditions dont l'observation ne peut, en tout état de cause, que faire bénéficier le plus malhonnête. Ce serait alors une prime à la mauvaise foi.

Clauses. — Toutes les clauses devront être parfaitement nettes, l'emploi de mots, d'expressions prêtant à équivoque devra être absolument écarté ; il faut que les clauses ayant été établies, il n'y ait plus moyen d'ergoter quant à leur application. M. Guelle recommande d'exclure de pareilles conventions toutes les conditions dont on ne pourrait surveiller l'exécution.

La suspension d'armes étant généralement conclue pour un temps assez bref, il n'y a pas lieu d'insister sur les obligations des belligérants quant à ce qu'ils sont autorisés à faire, ou ce qu'ils doivent s'interdire durant son cours.

Néanmoins, il peut y avoir une grosse importance pour l'un des adversaires à ce que l'autre n'utilise pas les quelques jours ou, même, les quelques heures de la suspension d'armes contre lui en employant des procédés ou en usant de moyens qui lui auraient été interdits si la lutte n'avait pas été interrompue.

Les troupes du chef qui a signé la convention doivent-elles se soumettre à une inaction qui leur permettra de se retrouver, à la fin de la suspension d'armes, dans le même état qu'à son début ?

La pratique adopte la thèse suivante : les hostilités mises à part, tout est permis.

C'est la formule du manuel français ; et cela est bien ainsi, car la première solution est impossible à cause des abus auxquels elle pourrait prêter et des réclamations qu'elle provoquerait.

Dans la rédaction de la convention, il suffira d'étudier chaque cas particulier et de noter tout ce que l'on veut défendre. Les deux parties étant d'accord sur ce point, tout ce qui ne sera pas interdit par la convention sera permis.

Mais comment la question du ravitaillement des places assiégées va-t-elle être résolue ? Dans une place, le facteur vivres est un des plus importants. Or pendant une suspension d'armes, si les assiégés ne combattent plus, ils mangent cependant. Lorsque la suspension d'armes prendra fin, ils ne se retrouveront plus avec des armes égales à celles qu'ils avaient au début, puisque leurs approvisionnements en vivres seront diminués.

M. Guizot écrivait au « Times », le 8 novembre 1870 : « Il faut qu'à la reprise des hostilités, les belligérants puissent se trouver dans les mêmes conditions et avec les mêmes ressources que celles dont ils disposaient lorsqu'ils ont suspendu la lutte. »

La question est donc posée : durant une suspension d'armes, l'assiégé peut-il s'approvisionner en vivres pour la durée de cette suspension ? Et s'il est entouré de tous côtés, partant dans l'impossibilité de s'en procurer, l'assiégeant sera-t-il tenu de lui en fournir ?

Grotius autorise le ravitaillement si la suspension est conclue uniquement pour ne pas donner l'assaut.

Wheaton se refuse à admettre le ravitaillement, alors que Pasquale Fiore le consent à condition qu'il soit proportionnel. Funck Brentano et Sorel soutiennent qu'il n'est pas une clause nécessaire de l'armistice.

M. Pillet définit très nettement que le maintien de la privation n'est autre chose que la continuation de l'acte hostile et conclut à l'obligation, pour l'assiégeant, de ravitailler.

« En réalité, dit Pradier Fodéré, personne ne conteste que l'assiégeant accorde ou refuse le ravitaillement suivant les nécessités de la guerre, qu'il le refuse lorsque cela lui paraît de nature à faciliter sa victoire et que, dans le cas contraire, l'humanité lui conseille de l'accorder. »

...Evidemment.

Mais la question ne devrait pas prêter à équivoque.

Elle n'y donnera pas lieu si elle fait l'objet de stipulations spéciales dans la convention, et l'on ne saurait trop conseiller de la résoudre d'une façon absolument nette au préalable. Quelques mots concernant le ravitaillement de la place ne coûteront guère et les deux parties y gagneront.

Les exemples de places assiégées autorisées à se ravitailler pendant une suspension d'armes ou un armistice, et même de places recevant de l'assiégeant des

vivres pour la durée de l'armistice, sont assez nombreux.

L'armistice de Pleiswitz, en 1813, assure le ravitaillement de Dantzig, Zamosk, Stettin et Cultrin pendant sa durée, et cet armistice qui n'a pas été suivi de paix a été fidèlement observé.

Peschièra et Mantoue sont autorisés à s'approvisionner par l'armistice de Villafranca du 8 juillet 1859.

Si, en octobre 1870, Bismarck repousse une proposition d'armistice à cause d'une condition de ravitaillement proportionnel, il l'accepte le 28 janvier 1871 parce qu'il sait bien alors qu'il tient son adversaire et qu'en réalité, l'armistice ne peut que précéder une capitulation. C'est parce qu'il connaissait à Paris suffisamment de ressources en octobre 1870 qu'il avait refusé la clause de ravitaillement proportionnel, bien qu'on ait prétendu que, tout prêt à accorder l'autorisation de ravitaillement, il ait été conduit à le refuser par l'idée que le gouvernement n'était pas assez puissant pour faire la paix.

§ 4. — Les capitulations.

Les capitulations sont des conventions militaires qui mettent fin, avec ou sans conditions, à la résistance d'une troupe ou d'une place. L'un des adversaires se soumet à l'autre.

Le terme « capitulation » signifie non seulement cette soumission, mais encore l'acte qui la consomme.

Si une troupe isolée, cernée, dans l'incapacité de continuer la lutte, se rend à son ennemi, c'est une capitulation en rase campagne.

Si elle est enfermée dans une place soumise au siège de l'ennemi, se voit contrainte de mettre bas les armes et de livrer la place à l'assiégeant, c'est une capitulation de place forte.

Autrefois, le commandant d'une place qui voulait se rendre faisait battre la chamade. De nos jours, on se contente de hisser le drapeau blanc ; la demande ou la sommation de reddition peut être formulée et adressée par T. S. F. sans que pour cela, l'emploi du drapeau blanc soit proscrit.

La place peut encore se rendre sur sommation de l'ennemi qui envoie un parlementaire pour faire connaître au commandant ou au gouverneur de la place assiégée quelles sont les conditions de capitulation.

Au siège de Liège, le général allemand Ludendorf, pressé de faire passer ses troupes, avait cru voir flotter le drapeau blanc sur la citadelle. Il s'y rendit et s'aperçut de son erreur mais, trop engagé pour reculer, il somma les défenseurs de se rendre. Son audace le servit car les portes s'ouvrirent devant lui.

La règle générale subsiste que le drapeau blanc sera hissé dès que l'un des adversaires voudra entrer en conversation avec l'autre ou que l'assiégé aura décidé de se rendre. Il fut hissé, le 7 septembre à Maubeuge, sur le clocher de l'église.

Le commandant des troupes d'attaque ayant manifesté, par un signe apparent et visible de la forteresse investie, qu'il a compris, les négociations commencent par l'entremise des parlementaires.

Le feu doit-il cesser parce que le drapeau blanc a été hissé ? Non pas. Une troupe ou une place peut demander à se rendre, mais elle peut ne vouloir le faire qu'à certaines conditions et l'ennemi est libre d'accepter ou de repousser ces conditions. S'il refuse, l'attaque continue. Or s'il devait y avoir négociations, il s'écoulerait un certain temps qu'un ennemi mal en point pourrait employer à se ressaisir.

La demande d'entrer en pourparlers peut donc n'être qu'une ruse pour gagner du temps afin de permettre à une troupe de secours de venir délivrer l'assiégé, ou pour assurer la mise en défense d'une fortification ou d'un front de bataille. Ce que nous avons dit sur ce chapitre, lorsque nous avons parlé des armistices, garde sa valeur ici.

L'assiégeant peut aussi vouloir profiter de l'effort qu'il a produit pour amener l'ennemi à capituler ; son intérêt est donc de continuer le feu. La théorie recommande, en ce cas, à l'assiégeant de proposer la reddition sans conditions.

Qu'entend-on par conditions ?

Une troupe qui capitule peut se rendre avec ou sans conditions.

Sans conditions, elle se remet aux mains du vain-

queur à son entière discrétion, elle peut, par le moyen de conditions, se réserver des avantages qui ne la mettront pas à la merci de l'ennemi.

Autrefois, le droit du vainqueur sur la garnison et sur la population civile était absolu. Les défenseurs d'une ville, une troupe cernée et prise, étaient passés au fil de l'épée ; la population était massacrée ou réduite en esclavage. Les cruautés de Denys le Tyran sont restées célèbres.

Dès le XIV^e siècle, l'usage est pris de remplacer le massacre de la garnison et de la population par le supplice de quelques personnalités : des notables. En 1346-47, Calais, prise par Edouard III, dut livrer 6 bourgeois à la fureur du vainqueur. Ils ne furent sauvés que grâce à l'intervention de la reine, et l'on sait avec quelle peine elle put obtenir du roi que la vie des 6 bourgeois fût épargnée. Tous les chevaliers qui avaient défendu la ville furent gardés prisonniers et la population de Calais fut chassée pour que la ville fût repeuplée d'anglais.

De nos jours, le droit de la guerre interdit de semblables pratiques aux guerriers des nations civilisées. Malheureusement, on ne put empêcher qu'à la prise de Puebla, le 2 mai 1867, le général mexicain Porfirio Diaz fit fusiller tous les officiers au-dessus du grade de lieutenant, que les Chiliens massacrèrent la garnison d'Arica prise le 7 juin 1880, pillèrent et incendièrent la ville. Ces actes soulèvent l'indignation du monde et

aujourd'hui, le vainqueur doit traiter les vaincus uniquement en prisonniers de guerre. Il rend même parfois hommage à leur valeureuse défense.

Si en 1870, le 14 août, le général Hartmann, commandant le 2^e corps d'armée bavarois, adressa la menace suivante au commandant de la place de Marsal : « Je vous déclare que si, par une résistance frivole, vous me forcez de bombarder la ville et de la prendre d'assaut, je ferai passer toute la garnison au fil de l'épée, » si, en 1915, un général allemand recommandait à ses troupes de ne plus faire de prisonniers et de massacrer tous les ennemis, même blessés, qui seraient pris ou se rendraient, il faut retenir l'hommage rendu, en 1870, aux défenseurs de Belfort et se souvenir que le commandant Raynal, l'héroïque défenseur du fort de Vaux, en 1916, fut autorisé à garder son épée en Allemagne.

Les capitulations sont, dans le plus grand nombre des cas, constatées par écrit ; elles peuvent cependant être verbales et même n'être précédées d'aucune négociation. L'histoire nous garde le souvenir de la magnifique défense de Phalsbourg, en 1870, par le commandant Taillant. Il capitula sans avoir négocié, ouvrit tout simplement ses portes, après avoir tout détruit et fait dire à l'ennemi qu'il se rendait sans conditions. Une règle est universellement admise que les capitulations ne doivent pas être contraires à l'honneur militaire. Elle

est contenue dans tous les manuels ayant titre de règlement.

Les conditions de capitulation sont très diverses, elles peuvent : soit régler des points généraux qui se rencontrent dans toutes les capitulations, soit des conditions relatives à des cas particuliers, variables avec chaque convention, spéciales suivant les nécessités de la guerre et la situation des combattants. Celles-ci sont très nombreuses et diverses.

Spéciales ou générales, ces conditions sont, en somme, relatives à la remise de la place, de ses défenseurs, du matériel et des armes, à l'occupation de la place et des forts, au sort de la population et des institutions, etc. Il est encore ajouté des conditions relatives à la situation future des officiers et soldats. C'est une condition de ce genre qui, insérée dans toutes les capitulations de 1870-71, sauf celle de Schlestadt, a fait penser qu'elles avaient été établies suivant un modèle unique, une formule type appliquée pour la première fois à Sedan.

Il n'est pas impossible qu'il en ait été ainsi, quant aux clauses générales du moins. Si l'armée allemande avait étudié et mis au point une formule de capitulation, il n'y a pas à s'étonner de la retrouver dans toutes capitulations qui ont suivi, mais pour ce qui concerne les conditions spéciales, il n'en a pas été ainsi. La capitulation de Metz, 27 octobre 1870, diffère des précédentes : Sedan 2 septembre, Toul 23 septembre,

Strasbourg 28 septembre, Soissons 15 octobre et Schlestadt 24 octobre, par une condition réservant les intérêts de la ville.

La capitulation de Péronne, 9 janvier 1871, en diffère également par des conditions relatives à la sauvegarde des particuliers et de leurs biens, par une condition de grosse importance, à savoir que tout article de la convention qui pourrait inspirer des doutes sera toujours interprété en faveur de l'armée française.

Par qui sont conclues les capitulations? Il est de la plus grande importance d'examiner soigneusement les pouvoirs des négociateurs et le caractère des clauses à discuter. En principe, la capitulation sera conclue entre le commandant en chef des troupes assiégeantes ou victorieuses et le commandant en chef des troupes assiégées ou cernées. On ne peut concevoir que des chefs, dignes de ce nom, entameront des négociations et traiteront de la remise de leurs forces sans avoir pris tous renseignements et s'être entourés de toutes garanties quant à la personne et aux pouvoirs du chef avec qui ils contractent.

Quelquefois, le commandant en chef délègue ses pouvoirs à un officier en sous-ordres. La délégation ayant été faite régulièrement, la capitulation conclue par cet officier sera parfaitement valable et opposable. Il peut d'ailleurs être convenu que la capitulation conclue par des sous-ordres, même s'ils sont régulièrement mandats, sera confirmée par le commandant en chef.

Il est bien entendu que les signataires de la capitulation doivent rester dans les limites de leurs pouvoirs. Si un gouverneur de place souscrivait des obligations qu'il n'aurait pas le droit de contracter, elles ne lieraient en rien son gouvernement. Un commandant de place qui rendrait une forteresse non soumise à son autorité, n'engagerait ni le commandant de cette forteresse, ni son gouvernement ; il en serait de même s'il traitait de l'attribution définitive de la place qu'il commande. En l'absence d'une délégation expresse, il n'a que les pouvoirs nécessaires à l'exercice de son commandement et ne saurait les outrepasser.

Mais quelle sera la situation d'une armée dont une fraction capitule sans que son chef ait le pouvoir de la rendre ? La plus immédiate conséquence est que cette troupe passe aux mains de l'ennemi, lequel ne consentira pas à s'en dessaisir même si l'on admet que celui qui a rendu sa troupe n'avait pas les pouvoirs suffisants pour le faire. Mais encore, si l'on veut penser que l'ennemi consentira à revenir sur la capitulation et à la juger non avenue, qu'il restituera la troupe, le matériel ou la place que la capitulation lui a livrés, remettra-t-il cette troupe et ce matériel dans les conditions où ils étaient au moment où la capitulation est venue interrompre la bataille ?

Notre esprit se refuse à concevoir une telle situation qu'on n'a pas retrouvée, d'ailleurs, depuis la défaite des armées de Romè aux Fourches Caudines et la proposition de Pontus, le général Sammite.

Différentes capitulations.

Nous distinguerons deux sortes de capitulations :

La capitulation en rase campagne,

La capitulation de place forte.

Capitulation en rase campagne. — De tous temps, les capitulations en rase campagne ont été considérées comme désastreuses, tant pour celui qui les consentait que pour l'armée dont il portait l'uniforme et l'Etat qu'il servait. Non seulement désastreuses, mais déshonorantes. Napoléon après avoir posé la question : « Que doit faire un général qui est cerné par des forces supérieures ? » y répondait ainsi : « Nous ne saurions faire d'autre réponse que celle du vieil Horace. » A Junot qui avait capitulé à Cintra, le 22 août 1808, sous la réserve que son corps d'armée serait transporté en France et pourrait reprendre la guerre de suite, Napoléon écrivait : « Non, non, jamais de capitulations en rase campagne si vous voulez avoir des soldats et une armée. Une capitulation qui nous sauverait 60.000 hommes ne vaudra pas le tort que fait à l'Etat la violation de ce principe. »

Aussi l'article 210 du Code de justice militaire dit-il : « Tout général, tout commandant d'une troupe armée qui capitule en rase campagne est puni : 1° de la dégradation militaire si la capitulation a eu pour résultat de faire poser les armes à sa troupe, ou si avant de trai-

ter verbalement ou par écrit, il n'a pas fait tout ce que lui prescrivent le devoir et l'honneur, 2° de la destitution dans tous les autres cas.

Ainsi, pas d'accommodements avec cet article ; le minimum de la peine est la destitution. Sa rigueur montre bien quelle défaveur s'attache à une capitulation en rase campagne et qu'on ne peut jamais l'excuser.

Et cependant, dans certains pays, on distingue la capitulation honorable de la capitulation déshonorante, honteuse. Celle de Cintra serait honorable dans ces pays.

L'histoire fourmille cependant d'exemples de capitulations en rase campagne. A la Favorite, le général autrichien Provera capitule avec 6.000 hommes en 1796. A Ulm, en 1805, c'est le général Mack qui met bas les armes avec 30.000 autrichiens. Le prince de Hohenlohe, à Preslaw en 1806, se rend avec près de 40.000 soldats et Blucher fait de même à Lubeck avec 21.000 prussiens. En 1808, Dupont se rend aux Espagnols. Enfin, c'est le désastre de Sedan le 2 septembre 1870, où Napoléon III livre son armée aux Prussiens. Les faits de la grande guerre sont encore trop peu connus, mais il y a eu, sur le front oriental, des exemples de capitulation en rase campagne, tant du côté russe que du côté autrichien.

C'est en application des articles 209 et 210 du Code de Justice militaire qu'en 1873, Bazaine fut condamné, à l'unanimité, à la peine de mort pour avoir capitulé en rase campagne et rendu la place de Metz.

Capitulations de places fortes. — E. Carnot disait que les places fortes sont des vedettes distribuées sur la frontière. Elles permettent la mobilisation à l'intérieur et les concentrations de troupes au début de la guerre. Elles sont des forteresses d'arrêt : « Elles servent de barrière sur les lignes d'invasion. » Elles interdisent des passages obligés aux armées d'envahissement : routes, voies de chemin de fer, tunnels, ponts, canaux, systèmes fortifiés. Elles immobilisent une partie des forces de l'ennemi sous leurs murs, elles l'inquiètent, l'affaiblissent et retardent sa marche. Chacun se souvient de la magnifique défense de Liège et des résultats qu'elle a permis.

Elles sont de précieux point d'appui pour les armées en campagne et l'aident de leurs grandes ressources et des services qui ont été organisés chez elles en temps de paix. Il suffit de voir quel rôle a joué Verdun en 1914 d'abord et ensuite en 1916, quel appoint a été, pour chaque adversaire, la partie organisée de la défense de Reims, qu'il avait en son pouvoir.

Il est bien difficile de parler avec précision de la dernière guerre, mais il est permis de dire que les Allemands en retraite furent très heureusement aidés par les forces d'investissement de Maubeuge que la capitulation de la place venait de libérer.

La résistance des places et leur conservation devant avoir une influence aussi grande sur la conduite de la guerre, il faut reconnaître, pour leurs commandants,

l'obligation de les défendre jusqu'à la plus extrême limite.

On trouve dans la « Défense des places » et dans le « Traité de l'attaque et de la défense des places », de Vauban, une lettre circulaire de Louis XIV. Elle prescrit de ne rendre une place que s'il y a brèche considérable au corps de la place et qu'après y avoir soutenu plusieurs assauts (1705). Cette lettre fut reproduite par les lois de 1792 et 1793. La loi du 20 brumaire an V punit de mort le commandant d'une place qui la rend sans qu'il y ait eu ni brèche ni assaut. Les lois et décrets postérieurs sont aussi sévères et nous arrivons à l'article 209 du Code de justice militaire : « Est puni de mort, avec dégradation militaire, tout commandant ou gouverneur qui, mis en jugement après avis des conseils d'enquête, est reconnu coupable d'avoir capitulé avec l'ennemi et rendu la place qui lui était confiée sans avoir épuisé tous les moyens de défense dont il disposait et sans avoir fait tout ce que lui prescrivaient le devoir et l'honneur. »

Le règlement sur le service des places n'autorise le commandant à capituler qu'après avoir épuisé tous ses moyens de défense et fait tout ce que prescrivent le devoir et l'honneur.

Enfin, tout commandant qui perd une place, fût ce dans les conditions les plus honorables pour lui, passe devant un conseil d'enquête. Il peut d'ailleurs y recevoir des éloges, ainsi que nous le montre l'exemple du commandant Taillant après Phalsbourg.

Nous trouvons donc moins de rigueur ici que pour ce qui concerne la capitulation en rase campagne ; la théorie et la pratique sont d'accord pour autoriser cette capitulation lorsque tout ce qui était possible pour la défense de la place a été fait.

Il va sans dire que les mêmes devoirs et les mêmes responsabilités incombent aux commandants de forts détachés sous la réserve de la subordination absolue au gouverneur de la place dont ils dépendent.

La bonne foi des deux parties doit présider à la négociation et à l'exécution de pareille convention ; dès que celle-ci est signée, elle est définitive, chacun doit l'exécuter en toute conscience et loyauté.

Les exemples ne sont pas rares, cependant, de violation de clauses de capitulation : violation des clauses des capitulations de Baylen en 1808, Dresde en 1813, Dantzig en 1814, Gênes en 1814. De plus est-ce que les Allemands vaincus ne violent pas chaque jour leur capitulation de 1918 ?

Baylen, 1808 : les troupes françaises s'étant rendues, à condition qu'elles seraient transportées en France, furent maltraitées et égorgées. Ceux qui survécurent furent jetés sur le rocher aride de Cabrera où ils moururent de faim et de misère.

Dresde, 1813 : Lorsqu'après la bataille de Leipzig, Napoléon se retira, il laissa à Dresde 25.000 hommes qui furent, par la suite, obligés de capituler. Ils le firent à condition qu'ils seraient autorisés à rentrer

en France par étapes. Mais, prétextant que le pays épuisé ne pourrait nourrir une troupe aussi importante, les généraux ennemis obtinrent que l'armée française fût divisée en petits groupes marchant à une ou deux étapes l'un de l'autre. Puis, ils prétendirent que la convention n'était pas valable puisqu'ils avaient traité sans l'agrément de leur chef : le Prince de Schwartzemberg ; l'armée française divisée ne put résister et dut mettre base les armes.

Dantzic, 1814 ; Rapp avait capitulé à condition qu'il rentrerait en France avec ses 16.000. hommes, mais cette condition fut violée et ils furent tous envoyés en Russie.

Gênes, 1814 : Sur la foi des déclarations anglaises lui promettant le retour à son ancienne splendeur, Gênes se rendit et n'en fut pas moins incorporée au Piémont.

Les conditions de ces capitulations nous amènent à poser cette question ;

Un commandant de troupe ou de place doit-il se laisser influencer par la considération des avantages de la capitulation au profit de son pays ?

L'affirmative a été soutenue par Lucius Lentulus après les « Fourches Caudines ». Si je cite cet exemple éloigné, c'est que Tite Live nous montre admirablement toutes les discussions qu'entraîna la décision

de Lucius Lentulus et que le « pour » et le « contre » y sont plaidés avec des arguments de grande valeur.

De nos jours, le Maréchal de Gouvion St-Cyr a tenté d'expliquer la capitulation de Dresde pour montrer qu'elle avait été avantageuse à la France.

Napoléon était d'un avis contraire : « Il faut poser en principe qu'un commandant de place assiégée ne doit faire aucune espèce de raisonnement étranger à ce dont il est chargé, qu'il doit se regarder comme isolé de tout, qu'il doit enfin n'avoir d'autre idée que de défendre sa place, à tort ou à raison, jusqu'à la dernière minute, conformément à ce que prescrivent les ordonnances de Louis XIV et l'exemple des braves gens. » C'est évidemment l'opinion que nous devons considérer comme la plus digne d'être acceptée.

Un commandant de place qui capitule doit-il essayer de se couvrir en prétextant qu'il en a reçu l'ordre d'un général prisonnier ?

La question est encore résolue par Napoléon : « Un général au pouvoir de l'ennemi n'a plus d'ordres à donner, celui qui lui obéit est un criminel. »

Enfin, doit-on séparer le sort des officiers de celui de la troupe ?

Non, le sort des officiers est étroitement lié à celui des hommes. C'est une lâcheté, pour un gradé, d'abandonner ses subordonnés si cet abandon ne doit pas

leur être profitable. D'ailleurs, allez-donc poser cette question à des officiers de la grande guerre ! leur réponse n'est pas douteuse.

Doit-on capituler pour éviter un bombardement ?

Napoléon est péremptoire : « Il n'y a qu'un lâche qui puisse rendre une place pour un bombardement. »

La question la plus intéressante est la suivante : Un général qui se voit réduit à capituler peut-il, avant de le faire, détruire tout son matériel de guerre, ses approvisionnements, ses défenses, tout ce qui pourrait servir à l'ennemi.

Peut-il le faire également après sa capitulation ?

Tout d'abord, dès que la capitulation est signée, ce serait, pour le général, manquer à sa signature et à l'honneur que de faire détruire un matériel dont il a consenti la reddition. C'est ainsi que l'explosion de la citadelle de Laon, alors que les Allemands l'occupaient déjà, eût été une forfaiture si elle n'avait eu pour cause le zèle héroïque, mais intempestif, d'un sous-officier. Bien qu'il soit pénible pour un officier de rendre son unité de combat et ses armes, il faut avouer que le coup de Scapa-Flow, la destruction de la marine de guerre allemande internée, est un acte de brigandage international. Le geste de l'amiral Reuter, s'il est magnifique au point de vue militaire, ne peut s'excuser comme on excusa en 1870 le geste d'un sous-officier ignorant.

Tant que la capitulation n'est pas un fait accompli, c'est non seulement un droit, mais un devoir pour le général commandant la place de détruire tout ce qu'il peut.

Le règlement lui fait une obligation de détruire ses drapeaux.

En fait, les mots : « . . . tout ce que lui prescrivent le devoir et l'honneur », l'obligent à ne remettre à l'ennemi qu'une forteresse détruite et inutilisable dans son tout ou dans les éléments qui la constituent.

Les conseils d'enquête ont sévèrement blâmé, en 1870, les commandants de place de Marsal, Vitry-le-François, Toul, Laon, Soissons, Schlestadt pour n'avoir pas détruit le matériel d'artillerie, les poudres, les munitions de guerre et de bouche, et n'avoir pas mis les armes hors de service avant de les livrer à l'ennemi.

D'autre part, l'article 143 des Instructions pour l'armée des Etats-Unis et l'article 1158 du Règlement pour le service des armées italiennes en campagne énoncent la règle que rien ne doit être détruit, emporté ou endommagé dès que la capitulation est signée.

On peut prétendre que le commandant de place doit conserver, jusqu'au bout, ses ressources intactes, afin d'en user comme moyen d'intimidation vis-à-vis de l'adversaire lors de la négociation de la capitulation, la destruction de ces moyens indiquant qu'il se rend à merci et qu'il ne peut plus discuter de conditions.

Mais, il suffit de citer l'exemple de la dernière guerre

où, durant tout son cours, les Allemands et les Autrichiens ajoutèrent à leur artillerie de siège et de position, les équipages et les canons qu'ils avaient pris dans les places rendues sans compter qu'ils organisèrent à leur profit, en les retournant contre nous, les forteresses intactes qui étaient tombées entre leurs mains.

Les combattants de la dernière guerre qui ont reçu des obus français ou russes, envoyés par des canons français ou russes servis par des Allemands, ou qui se sont heurtés à des fortifications françaises, ne sont certes pas de l'avis des auteurs qui soutiennent la première thèse.

Le geste de Taillant est autrement plus beau que celui des généraux qui, bien qu'ayant donné l'ordre de détruire le matériel, les approvisionnements et les armes, se sont rendus sans s'assurer que leurs ordres avaient bien été exécutés.

C'est au commandement à apprécier si tout espoir est perdu de continuer la résistance, à juger si l'ennemi acceptera les conditions qu'il veut poser à sa capitulation et, tout étant bien pesé, à ne consommer celle-ci que lorsqu'il n'y a plus rien dont l'ennemi pourrait tirer profit.

Ne pas détruire dans le but d'obtenir des conditions moins dures est indigne d'un soldat.

Un autre cas particulier se présente : quand une

troupe cède une place, un fort qu'elle croit pouvoir être repris à brève échéance et avant que l'ennemi ait eu le temps d'exploiter ses ressources, que doit faire son chef ?

Entre le fait et l'hypothèse, il n'y a pas à balancer : il faut tout détruire.

Combien qui pensaient revenir le lendemain aux lieux qu'ils abandonnaient n'y sont repassés que plusieurs années ensuite.

Citons pour terminer, au risque d'emprunter encore à M. Guelle, les belles paroles de Fabert, que nos soldats sont allés lire sur le socle de sa statue dans nos provinces reconquises : « Si pour empêcher qu'une place que le roi m'a confiée ne tombât au pouvoir de l'ennemi, il fallait mettre à la brèche ma personne, ma famille et tout mon bien, je ne balancerais pas un instant à le faire. »

Avant lui Bayard avait déjà dit : « qu'avant d'abandonner une place, il aurait fait, des corps de ses ennemis entassés le seul point par où il lui soit permis d'en sortir. »

Vu :

Le Président de la thèse,
PILLET.

Vu :

Le Doyen,
F. LARNAUDE.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
APPELL.

TABLE DES MATIÈRES

LES CONVENTIONS ENTRE GÉNÉRAUX D'ARMÉE AU COURS D'UNE GUERRE

	Pages
CHAPITRE I ^{er} . — Rapports entre belligérants. — Rapports entre généraux d'armée.	1
CHAPITRE II. — Conditions de validité des conventions faites par les généraux d'armée.	13
CHAPITRE III. — Les parlementaires.	22
CHAPITRE IV. — Les différentes conventions entre généraux d'armée	33
A. — Les sauf-conduits, les licences et les sauvegardes.	33
B. — Les armistices et les suspensions d'armes. — Généralités.	35
C. — Les suspensions d'armes.	42
D. — Les capitulations	64

Imp. J. Thevenot, Etab. André BRULLIARD, Succ. — St-Dizier (Hte-Marne).
